

LA LUTTE POUR LE POUVOIR DE LA  
CLASSE OUVRIÈRE NE PEUT  
ÊTRE MENEÉ QUE PAR  
LA CLASSE OUVRIÈRE  
ELLE - MÊME

**SHILSHIL**

**LE FRELON**

janvier-mai 79

**N° 10 SPECIAL**



## S O M M A I R E

### - AUX LECTEURS :

- p 4 Lettre aux travailleurs de Pologne.
- p 9 Szerszen - Robotnik

### - SWITON EST LIBRE:

- p12 Historique
- p14 Lettre de prison de K. Switon
- p17 Pour les syndicats libres

### - CONTRE LA REPRESSION:

- p23 Lettre de W. Sulecki
- p25 Plainte des habitants de Grudziadz
- p27 Appel de militants ouvriers
- p29 L'opposition en URSS
- p32 En Roumanie aussi
- p37 Défense de l'université volante

### - LES EVENEMENTS :

- p41 Fraction dans le POUP
- p42 La bureaucratie en désarroi
- p44 Etudier en Pologne
- p48 L'opposition paysanne
- p49 Déclaration du syndicat libre paysan

### - PROGRAMME DU FRELON: en p.52

## AUX LECTEURS !

Ce numéro spécial 10/11 est, comme vous pouvez vous en rendre compte par vous même, en retard de plusieurs semaines. Et nous voudrions tout d'abord nous présenter nos excuses pour la sortie irrégulière du journal.

C'est pourquoi, nous avons souvent lancé dans les numéros précédents des appels pressants à la collaboration de nos lecteurs. Votre soutien, le journal en a encore plus besoin peut-être qu'auparavant, au moment où "Le Frelon" cherche à assurer définitivement son vol. Votre aide, n'est pas seulement un soutien financier, même si celui-ci est toujours pour nous très important.

Votre aide, vous la manifesterez au bulletin d'information que veut être "Le Frelon", en nous faisant parvenir vos appréciations, vos suggestions; en faisant connaître le bulletin à vos camarades de travail, à vos amis et proches. Le Frelon a besoin de "bras" pour le travaillaussi et pas seulement de bons conseils.

Nous lançons un appel à la coopération de tous nos lecteurs. Prenez contact avec nous, mettez-nous en contact avec d'autres travailleurs, étudiants, intellectuels ou ouvriers, français ou polonais près à collaborer avec nous.

**VOTRE AIDE EST INDISPENSABLE !**

**AIDEZ LE FRELON A SE DEVELOPPER, SE FAIRE CONNAITRE, SE RENFORCER ET DONC AS AMELIORER....**

Nous espérons cependant, qu'en dépit de tous les obstacles, ce numéro 10/11 que nous avons voulu améliorer, vous permettra de mieux connaître et donc comprendre, la situation politique, économique et sociale qui existe actuellement en Pologne; qu'il vous permettra d'apprécier les principaux problèmes de l'opposition polonaise, pourtant de plus en plus forte et développée, et remplira donc son rôle fondamental, celui d'informer ses lecteurs objectivement et en toute indépendance, base même de tout combat contre le statu quo et l'oppression des peuples

mis en place par les gouvernants de ce monde.

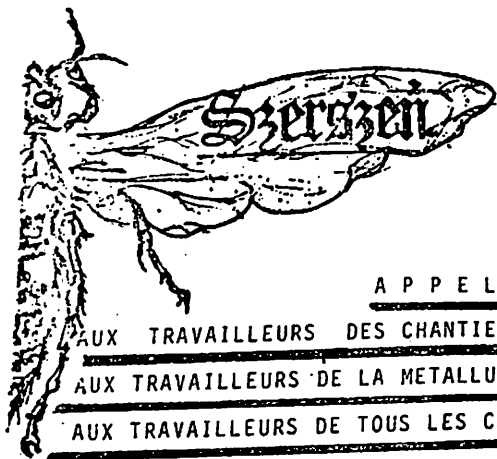
Ainsi à partir de ce numéro, nous inaugurons une collaboration que nous voulons, continue, avec le journal "Robotnik"; collaboration dont la première étape fut la reproduction et la diffusion par l'édition de Szczecin de Robotnik, de la lettre du rédacteur de "Szerszen-Le Frelon" Edmund Baluka, aux travailleurs des chantiers navals de Pologne et aux métallos de la région de Szczecin. Vous trouverez d'ailleurs cette lettre reproduite intégralement dans ce numéro. L'autre aspect de ces échanges est bien évidemment, cette nouvelle rubrique, où nous reproduisons régulièrement des articles traduits de Robotnik, comme premier "pont" entre les travailleurs, "première main tendue", dont parle notre programme, entre tous les combattants de l'opposition au régime bureaucratique en Pologne.:

Ce numéro innove en quelque sorte, également du point de vue de la présentation, et même du contenu du numéro.

Les articles sont regroupés sous 3 rubriques, "LA LUTTE CONTRE LA REPRESSION", "LES EVENEMENTS" et qu'imposait la situation: "SWITON LIBRE"; nous espérons ainsi donner au journal une plus grande cohésion. Pour le contenu nous l'avons voulu, beaucoup plus informatif, que polémique, espérant qu'ainsi il se révélerait comme un matériel beaucoup plus directement utilisable par nos lecteurs.

Bien sûr la rédaction du Frelon garde ses propres opinions. Mais la vocation de ce bulletin est de rassembler autour de son programme une large représentation de travailleurs et militants de diverses tendances du mouvement ouvrier et démocratique, pour mener à bien le combat unitaire contre le totalitarisme bureaucratique, qui, nous le pensons, est à même d'aider le peuple polonais à triompher de ses tyrans et instaurer les bases de la construction de la démocratie socialiste.

*la rédaction*



A P P E L

AUX TRAVAILLEURS DES CHANTIERS NAVALS ADOLF WARSKI DE SZCZECIN

AUX TRAVAILLEURS DE LA METALLURGIE DE LA REGION DE SZCZECIN -

AUX TRAVAILLEURS DE TOUS LES CHANTIERS NAVALS DE CONSTRUCTION ET

DE REPARATION DE POLOGNE

Chers amis,

Plus de huit ans se sont écoulés depuis les sanglants événements de décembre 1970. L'élan héroïque des ouvriers des chantiers navals "Lénine" de Gdansk fut l'étincelle qui mit le feu aux poudres dans toutes les villes de la Baltique, combat qui réduisit au néant politique Wladyslaw Gomulka et la clique du parti qu'il s'était adjointe. Gierek qui émergea alors sur le piédestal de premier secrétaire du POUW, loup déguisé en brebis, sut enjôler et duper la majeure partie de notre peuple à l'aide de grandes phrases et belles promesses trompeuses qu'il abandonna rapidement comme de vulgaires ordures, et c'était en effet la seule valeur qu'avaient ses paroles.

Lorsque vous l'avez obligé, vous ouvriers des chantiers navals de Szczecin à venir vous rencontrer le 24 janvier 1971 dans l'enceinte de votre entreprise occupée, Gierek déclara: "Que le parti soit un parti, le gouvernement, un gouvernement et les syndicats des syndicats"

Il nous a promis de satisfaire toutes nos revendications et a scellé sa promesse par des larmes de crocodile en disant: "Camarades, au moins moi, vous ne pouvez pas me soupçonner de mauvaise volonté. Je suis un ouvrier tout comme vous, et je n'ai pas besoin qu'on m'apprenne à comprendre les problèmes de la classe ouvrière."

Et durant ces neuf heures de négociations avec le comité de grève des chantiers navals de la ville de Szczecin, il a déversé par seaux entiers, les critiques sur le dos de Gomulka, qui comme il l'affirmait alors, était devenu complètement étranger à la classe ouvrière.

Et pour faire de l'ironie, c'est pour que le parti, le gouvernement et les syndicats ne "se chamaillent pas", qu'à la fin de 1971 il doubla les effectifs de la milice et des services de sécurité (SB), qu'il équipa de tanks, voitures blindées, hélicoptères, et sur le Littoral baltique, même de canots de débarquement, promouvant trois colonels au rang de généraux de la MO et du MSW-(1)-En 1970 le budget de la MO et du MSW atteignait annuellement 4 milliards de zlotys, fin

1971 ,7.380.000.000. de zlotys. Pour 1979 "l'ouvrier" Gierek a prévu pour les dépenses dites de sécurité publique (MO-MSW) 24.700.000.000. zlotys (24 milliards).

Chers camarades de travail et de combat!

Vous savez très bien que cette immense horde de sbires qu'est la milice de Gierek, que ces énormes sommes de milliards de zlotys tirées de votre travail, ne signifieront rien lorsqu'ils se heurteront à votre colère.

En juin 1976 lorsque ce fourbe a décidé d'augmenter les prix, votre action solidaire l'a forcé à faire retraite. Beaucoup d'entre vous ont pour cela connu la prison et répressions.

Quelques mois plus tard arrivait à la rescousse une partie de l'intelligentsia patriotique; ainsi naissait la première organisation: le Comité de Défense des Ouvriers (KOR). Les tâches que le KOR se fixa vous sont parfaitement connues; et le KOR s'est acquitté avec honneur de ces tâches.

De même c'est certainement un grand succès politique, que le KOR n'ait pas mis fin à son action, dès lors que le régime Gierek avait libéré le dernier emprisonné par suite de juin 76, mais ait réorganisé son programme d'action en prenant en considération un soutien nouveau aux victimes de la répression, et qu'il ait entrepris à l'échelle nationale de démasquer la politique mensongère du régime et publier la vérité sur la situation économique et politique en RPP, brisant par là même la barrière de la censure du parti, qui, pour préserver cette dictature bureaucratique, cache tout ce qui pourrait nuire et ébranler les fondements du maintien de l'oligarchie des renégats du parti.

Cependant, c'est politiquement une grave faille que le KSS "KOR" n'ait jusqu'à présent toujours pas élaboré de programme politique pour l'avenir proche et pour le présent, en se basant sur la conviction qu'un jour arrivera où le régime bureaucratique cessera d'exister.

Sous cet angle, aujourd'hui il faut un programme politique qui unisse tous les milieux et forces du peuple pour régler les comptes avec tous les renégats de ce parti pseudo-ouvrier, et demain un programme qui corresponde réellement à tous les milieux et couches sociales en Pologne, pour construire dans la future Pologne indépendante des directives du Kremlin, un véritable système socialiste, auquel aspire d'ailleurs la société polonaise. Alors la période depuis 1945 restera inscrite dans la mémoire nationale comme l'ère du stalinisme, l'ère du règne d'hommes aux instincts criminels, des traîtres dont le seul but est de se maintenir au pouvoir pour leurs propres objectifs égoïstes.

Enfin, une ère sans précédent dans l'histoire du monde, celle du règne d'une bande de voleurs de la théorie et des mots d'ordre au nom desquels les peuples combattent depuis un siècle, et où les mots de socialisme et de démocratie sont vidés de tout sens, où la liberté signifie le grincement des chenilles des tanks qui écrasent l'élan vers la liberté, où la démocratie est un partage spécifique entre ceux qui gouvernent, ceux qui se taisent et la partie courageuse de la société qu'on trouve dans les goullags et les casemates des

Que l'héroïsme du militant silésien fondateur du premier syndicat libre, Kazimierz Switon, soit pour vous un exemple. Kazimierz Switon, plusieurs fois arrêté, malmené, tient maintenant depuis neuf mois et lutte contre le régime. Les répressions que le MSW fait subir aux membres des syndicats libres de Katowice et Gdansk, n'ont absolument pas affaibli, n'affaiblissent pas leur action. Au contraire, leur rôle ne cesse de prendre de l'importance. Les répressions renforcent leurs rangs de nouveaux membres et élargissent le cercle de la haine contre la MO et le MSW qui ne peuvent plus impunément exécuter leurs activités bestiales pour la défense des intérêts du parti et les leurs propres.

Kazimierz Switon est libre.

Roman Ksciuszek, Zdzislaw Mnich, Stanislaw Tora, Wladyslaw Sulecki, Jan Switon à Katowice, et Bogdan Borusewicz, Gwiazda, Kazimierz Szoloch (ancien membre du comité de grève des chantiers navals de Gdansk), à Gdansk, ce sont vos amis, avec qui vous devez prendre contact, ce sont des gens que vous devez défendre contre les répressions.

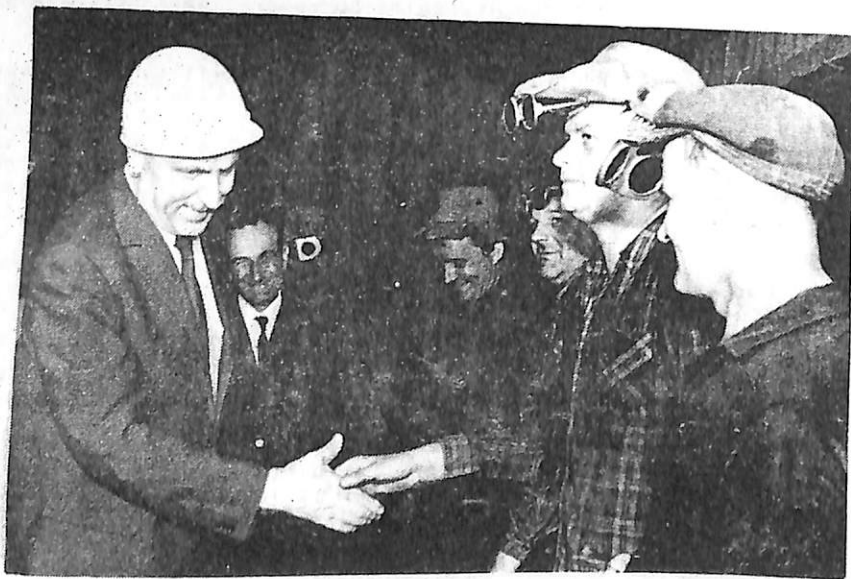
Chers camarades de combat!

Au VIIème congrès des syndicats en octobre 1972, Gierek a dit dans son discours d'inauguration du congrès: "Le parti ne permettra pas qu'on détache de lui les syndicats"

Délégué à ce congrès, élu par vous, j'ai voté contre les statuts des syndicats.

Ma voix d'opposition resta isolée au milieu de celles des 2800 délégués - valets qui avaient accueilli par des applaudissements le discours de Gierek.

Ma fuite du pays était liée très étroitement à tout cela.



prisons, ceux qu'on prive de tout droit à s'élever socialement; les adversaires du pouvoir!  
Le mot de socialisme n'est qu'un rideau trompeur qui cache au monde les crimes et l'arbitraire.

Chers amis!

Je sais que vous n'accordez aucune foi et ne prenez pas au sérieux les discours oratoires ou les dissertations littéraires, indépendamment de celui qui les écrit ou les prononce. 35 ans de mensonge et de grands mots bien emballés, de la démagogie du POUP vous ont appris à ne pas mordre aux appâts des mots et belles promesses. Ne pas croire ce que dit le régime, voilà notre plus grande force.

Nous devons cependant ne pas oublier que le régime des caciques staliniens aura une fin, que l'empire soviétique élevé sur les ruines de la révolution, assemblé du sang et des os des bolcheviks assassinés, s'écroulera et que, libérés, les peuples des républiques soviétiques, définiront eux-mêmes leur état et leur nationalité.

Il nous faut actuellement penser et agir pour l'avenir de notre pays, pour l'avenir de notre peuple.

C'est un fait, en Pologne les organisations de l'opposition agissent plus ouvertement que ce n'est le cas dans les autres pays du bloc soviétique. Mais l'absence de liens organisationnels fondamentaux dans l'action directe de ces groupes, est un signe de faiblesse que le régime du POUP met à profit etouffant par des répressions le développement d'une action élargie de l'opposition.

Si le Comité d'Autodéfense Sociale "KOR", en tant qu'organisation dirigeante de l'opposition, à mon avis, était capable d'unir d'un point de vue tactique l'action des Comités d'Autodéfense Etudiante, des Comités d'Autodéfense Paysanne; si les militants des syndicats libres de Katowice et Gdansk unissaient leurs forces avec les autres groupements de l'opposition, le fruit de leur travail serait beaucoup plus grand et limiterait encore plus l'arbitraire du régime de la clique Gierek-Jaroszewicz.

Voilà pourquoi je m'adresse à vous, ouvriers des chantiers navals polonais, vous qui me connaissez et savez ce que j'ai fait après janvier 1971, pour qu'une fois compris le jeu trompeur du régime, vous vous mobilisiez encore plus activement contre celui-ci, vous qui avez été et êtes toujours la force unie qui a balayé Gomulka et Cyrankiewicz et leurs suppôts, et qui enverra à la retraite (dont il parlait en janvier 71) Gierek et le "pédagogue" Jaroszewicz et avec eux tout ce système pourri jusqu'à la moelle, du stalinisme.

Fonder des syndicats indépendants du parti et du gouvernement, les Syndicats Libres de la Poméranie Occidentale, faire la jonction avec, du point de vue organisationnel, ceux qui existent déjà à Gdansk et Katowice, c'est le premier pas que vous devriez faire.

Fonder des syndicats libres par branches dans toute la Pologne, c'est la tâche suivante des travailleurs, la fin du pouvoir des vassaux haïs du Kremlin.

Chers compatriotes!

Dans les modestes colonnes du bulletin d'information "Szerszen", dont je suis le rédacteur et que je vous fais parvenir, nous parlons souvent de la lutte des travailleurs intellectuels et des ouvriers dans le monde entier.

En Tchécoslovaquie, notre soeur, le régime d'Husak est encore plus brutal avec l'opposition que celui de Gierk. Jaroslav Sabata, dirigeant de la "Charte 77" est en prison. De nombreux membres de l'opposition tchécoslovaque sont privés de travail, constamment suivis, arrêtés, victimes de mauvais traitements physiques et psychiques. Jaroslav Sabata, qui est l'enjeu d'une grande bataille aussi bien en Tchécoslovaquie que dans les pays de l'ouest, a été arrêté à la frontière polono-tchèque, alors qu'avec d'autres membres de la "Charte 77" il discutait avec des membres du KSS "KOR".

Votre voix, votre protestation, doivent venir s'ajouter à celles des travailleurs d'Europe pour la défense du militant de la "Charte 77"

Tous les jours en France, en Angleterre, en Belgique ou au Danemark, des pétitions de masse sont signées exigeant la libération de Jaroslav Sabata et l'arrêt des répressions envers les autres membres de l'opposition. Les télégrammes et lettres envoyées aux ambassades du régime de Tchécoslovaquie, enfin des délégations et manifestations devant celles-ci, se termineront par la victoire.

Le bi-hebdomadaire "Robotnik" édité par le KSS "KOR", le bulletin d'information "Szerszen" (Lefrelon) sont des journaux indépendants de la censure du POUP, lisez-les et diffusez-les auprès des ouvriers.

Ecrivez à "Robotnik" et à "Szerszen", diffusez les autres publications de l'opposition publiées dans le pays ou l'émigration.

Ouvriers! Vous êtes la force d'avant-garde qui assènera le coup mortel au régime des traîtres de notre peuple.  
Travailleurs de la Baltique! Soyez les pionniers de ce combat.

**LECTEURS,  
SI VOULEZ AIDER LE  
FRELOON  
VENDEZ-LE,  
FAITES-LE VENDRE**

-(1)- S.B. Service de sécurité- la police politique. . .  
M.O. Milice Civile  
M.S.W. Ministère des Affaires Intérieures

**SHERZEN**

Przewidywalni i niebezpieczni  
Ktoś musi być odpowiedzialny  
za to, co się dzieje w naszym kraju.  
Czy to jest władza?  
Czy to jest aparat państwowy?  
Czy to jest aparat partyjny?  
Czy to jest aparat wojskowy?  
Czy to jest aparat policji?  
Czy to jest aparat sądownictwa?  
Czy to jest aparat wywiadowczy?  
Czy to jest aparat wydziałów specjalnych?  
Czy to jest aparat służb specjalnych?  
Czy to jest aparat służb bezpieczeństwa?  
Czy to jest aparat służb kontrwywiadowczych?  
Czy to jest aparat służb kontrterrorystycznych?  
Czy to jest aparat służb kontrszpiejerskich?  
Czy to jest aparat służb kontrprzekradaczkich?  
Czy to jest aparat służb kontrprzemysłowych?  
Czy to jest aparat służb kontrhandlowych?  
Czy to jest aparat służb kontrfinansowych?  
Czy to jest aparat służb kontrkulturowych?  
Czy to jest aparat służb kontrreligijnych?  
Czy to jest aparat służb kontrmoralnych?  
Czy to jest aparat służb kontrpolitycznych?  
Czy to jest aparat służb kontrideologicznych?  
Czy to jest aparat służb kontrhistorycznych?  
Czy to jest aparat służb kontrgeograficznych?  
Czy to jest aparat służb kontrbiologicznych?  
Czy to jest aparat służb kontrmedycznych?  
Czy to jest aparat służb kontrpedagogicznych?  
Czy to jest aparat służb kontrpedagogicznych?  
Czy to jest aparat służb kontrpedagogicznych?

**ROBOTNIK** 15 x 78c  
NUMER 23

**S'UNIR  
CONTRE L'ENNEMICOMMUN**

NOUS INAUGURONS DANS CETTE RUBRIQUE UN CYCLE D'ARTICLES TRADUITS DIRECTEMENT ET SANS COMMENTAIRES DU BI-HEBDOMADAIRE "ROBOTNIK", INDÉPENDANT DE LA CENSURE BUREAUCRATIQUE, ET DISTRIBUÉ ENVIRON À DIX MILLE EXEMPLAIRES DANS LES GRANDES ENTREPRISES INDUSTRIELLES DE POLOGNE. "LE FRELOON"-EDITION FRANCAISE CONTRIBUE AINSI EN FAISANT CONNAÎTRE A SES LECTEURS FRANCAIS "ROBOTNIK", A BRISER L'ISOLEMENT ET LES BARRAGES A L'INFORMATION QUE VEULENT DRESSER ENTRE LES TRAVAILLEURS LES GOUVERNEMENTS TANT CAPITALISTES QUE BUREAUCRATIQUES

ROBOTNIK N°15 - 16 MAI 1978

Ce numéro commence par des informations à caractère général :  
"Le pouvoir en Pologne tente d'améliorer la situation sur le marché, en diminuant la quantité d'argent en possession des consommateurs, donc en réduisant les salaires. C'est prouvé par les informations que nous avons sur les grèves des ouvriers protestant contre des réductions de salaire et des augmentations des normes.

Le 17 mars, ce sont les ouvriers des chantiers navals de Gdansk, de la tuyauterie qui ont fait grève, la première équipe, trois heures et la seconde deux heures.  
Le 3 avril, c'est le département de la conservation de l'entreprise de production N°2 "MALMOR (chantiers navals de Gdynia "la commune de Paris" où 8 brigades (80 personnes) se sont mises en grève quand les travailleurs de celle-ci se sont rendus compte qu'ils avaient travaillé, heures supplémentaires comprises, pour 17 zł/ l'heure. Les grévistes exigeaient le

retour aux anciennes normes et l'amélioration des conditions de sécurité du travail. Le directeur Sonnichi les a menacés d'appeler la milice et de les licencier. Cependant, le deuxième jour de grève, il leur promet 30 zł l'heure, et de leur payer les arriérés. Le 5 avril, les brigades reprenaient le travail." (...)

Puis, suivent des petites notes d'information internationale. Par exemple sur le congrès de la FSM à Prague ou sur la situation en Tchécoslovaquie:

"L'ouvrier tchécoslovaque Gustav VLASATY a été arrêté en avril, et condamné pour avoir critiqué le nouveau système des salaires, à 20 mois de prison. Il a été reconnu coupable de mener "une agitation antigouvernementale".

En P.3, est reproduite intégralement la déclaration de fondation des syndicats libres de Gdansk, que les lecteurs du Frelon connaissent déjà. Enfin le numéro 15 se termine sur la rubrique qui revient régulièrement dans Robotnik, et ironiquement intitulée: "NOUS CONSTRUISONS LE SOCIALISME!"

Nous la reproduisons ici intégralement pour nos lecteurs.

"Tout ce que vous avez le droit de signer, c'est votre reçu de paie et votre certificat de stage sur la sécurité du travail, pour le reste vous devez nous demander si vous en avez le droit"

Ce sont les paroles de Jozef NOWOTNY membre du CC du POUW, 1er secrétaire du comité d'usine à Nowa Huta, aux ouvriers qui avaient signé la pétition pour la défense de l'ingénieur GRABCZYK, qui avait lui-même été licencié pour avoir apposé sa signature sous une pétition pour la défense des emprisonnés à la suite des événements de juin 76.

200 millions de zlotys ont été attribués sur les fonds pour les investissements agricoles, à la construction d'un centre de loisirs réservé au Comité Régional du POUW de la région de KALISZ (centre de Polo-

gne) 127 millions, pris sur les mêmes fonds ont eux été assignés à LUTOWSKA dans les Bieszczady (montagnes de l'extrême sud est de la Pologne) pour l'aménagement des territoires de chasse, réserve des Services du Conseil des Ministres, où, mises à part 180 têtes de bétail, réservées à ce qu'on appelle les "besoins internes", il n'y a absolument aucune activité agricole.

Nous sommes curieux de savoir combien d'investissements agricoles de cette sorte figurent au registre des statistiques ??

D'après une lettre d'un travailleur de DOLNA ODRA (voïevodie de Szczecin)

Le 19 avril a été organisée dans notre entreprise une manifestation (officielle NDT) contre la bombe à neutrons, dite bombe "N". Nous avons donc décidé de manifester en général contre les armes de destruction de masse, et nous avons pensé que la paix n'était pas uniquement menacée par la bombe "N", mais que la nouvelle arme soviétique "SS-20" la menaçait tout autant.

Notre principal mot d'ordre était donc: "VETO "N" et "SS-20"!"

Lorsque nous sommes entrés dans la salle, un grand tumulte s'est fait. Le directeur d'atelier, avec des amis à lui, nous a repoussés en dehors de la salle, tout en cherchant à cacher notre banderole. Mais les autres ouvriers nous ont vu et nous ont récompensés de leurs applaudissements.

Le directeur nous a demandé: "Qu'est ce que c'est que ce "SS-20"?" et: "Qui avez-vous vu pour cela?" Vous savez bien que tous les mots d'ordre doivent être acceptés au sommet??

Puis le directeur Z. Pisarek, nous a ordonné de quitter la salle et nous a menacés de sévères sanctions. On nous a dit que les agents en civil de la milice avaient informé la direction qu'ils allaient eux-mêmes s'occuper de l'affaire.

Le soir même, le journal télévisé informait de la "protestation unanime" des travailleurs de DOLNA ODRA contre la bombe "N", sans rien dire de la protestation contre l'arme soviétique "SS-20".

(Nom et adresse connus de la rédaction)

Enfin Robotnik se termine toujours par ce genre d'appel:

A P P E L

Robotnik n'existe que par la collaboration entre intellectuels et ouvriers.

Prenez contact avec nous. Envoyez nous vos remarques et vos informations.

Les difficultés que nous rencontrons ne pourront être surmontées que par l'action commune

**LIS ROBOTNIK ! FAIS LE LIRE !  
NE LE DETRUIS PAS ! ENVOIE TES REMARQUES**



# SWITON EST LIBRE

## L'HISTORIQUE:

Le 2 mars s'est déroulé à Katowice le procès de Kazimierz Switon, fondateur du Comité de Fondation des Syndicats Libres.

**Chef d'accusation:** Avoir attaqué quatre miliciens et démolé une voiture de la milice.

**Les faits:** K. Switon, catholique militant, a été agressé par des policiers en civil alors qu'il sortait avec sa femme d'une réunion à l'église avec l'évêque de son diocèse. Frappé sauvagement, il avait été traîné avec sa femme à demi-conscient jusqu'à une voiture de la milice qui attendait là, et l'emportait directement jusqu'à la prison.

Il était tout d'abord condamné par un "collège de répression des infractions" (tribunal administratif et très expéditif) - à deux mois de prison pour troubles sur la voie publique, peine que confirma la cour d'appel de justice de Katowice.

En même temps le procureur de Katowice ouvrait une instruction contre lui avec pour charge le chef d'accusation précédemment cité.

Les répressions contre Switon remontent au moment où il s'engagea dans l'opposition déclarée au régime, devenant membre du ROPCio - le Mouvement pour la Défense des Droits de l'Homme et du Citoyen, et ne firent que s'amplifier lorsqu'il signa la déclaration de constitution du Comité Provisoire de Fondation des Syndicats Libres.

Tous les prétextes furent bons pour faire pression sur ce courageux militant. Ainsi par exemple il fit une première fois de la prison, pour avoir tardé à se mettre en règle avec l'administration pour un permis de... carabine à air comprimé que possédait son fils. L'arme lui fut confisquée et le Collège le condamna alors à deux semaines de prison.

L'organisation de la défense de Kazimierz Switon

Le 21 octobre le KSS "KOR" envoyait un appel à Amnesty International et aux syndicats du monde entier pour la défense de Kazimierz Switon.

"En donnant les informations précédentes à la connaissance de l'opinion nous nous tournons vers les syndicats du monde entier pour qu'ils soutiennent, apportent leur aide et solidarité au mouvement ouvrier et syndical indépendant qui est en train de se créer actuellement en Pologne."

Le 11 janvier 79, à l'initiative de Bogdan Cywinski, Aleksander Hauke Ligowski, Edward Lipinski, Tadeusz Mazowiecki, Adam Szczypiorski, intellectuels polonais très connus représentant diverses tendances d'opinion, une pétition était adressée au Président du Conseil d'Etat Henryk Jablonski pour la défense de Kazimierz Switon; et récoltait en un temps record plus d'un millier et demi de signatures.

Il faut savoir estimer ce que représente dans ce pays un tel nombre de signataires, donnant officiellement leurs noms et adresses et s'exposant de fait aux répressions de l'appareil.

De nombreuses pétitions circulaient d'autre part dans les entreprises de Pologne diffusées notamment par les militants du journal "Robotnik", le ROPCio lui aussi se mobilisait pour la défense d'un de ses propres militants.

Switon lui-même, brisant le mur du silence carcéral, lançait de sa cellule un appel aux travailleurs, aux jeunes à tous les polonais pour qu'ils continuent le combat pour les syndicats libres. Nous reproduisons intégralement cette lettre dans ce numéro.

Cette mobilisation des forces vives du pays et la campagne internationale libéraient finalement Switon, comme le savent nos lecteurs. Mais le procès lui-même, ou plutôt cette parodie de procès démontait le mécanisme d'escroquerie et de bluff de la bureaucratie comme le soulignait ensuite un communiqué du KSS "KOR", qui en faisait la relation.

Aucun des témoins de la défense ne furent entendus, et la seule accusation

repose sur les témoignages d'ailleurs contradictoires des policiers.

Finalement Switon fut condamné à un an de prison avec sursis et remis en liberté, mais le procureur d'un côté et Switon lui-même de l'autre ont tous deux fait appel. Un nouveau jugement devrait donc avoir lieu, où Switon devrait plaider son innocence et réclamerait l'annulation de la condamnation.

## document

Récemment Switon a rendu publique une déclaration dans laquelle il s'adresse et remercie tous ceux qui ont contribué à sa libération; et nous la reproduisons ici:

### LETTRE PUBLIQUE DE switon A TOUS LES TRAVAILLEURS ET MILITANTS QUI ONT PRIS SA DEFENSE ET ONT CONTRIBUE A SA LIBERATION

"-A tous ceux qui ont témoigné au cours de cette difficile période, que fut celle de mon emprisonnement, à mon égard comme à celui de ma famille, tant de coeur, de sacrifice et d'aide;

-A mes amis et camarades de combat - Aux personnes connues et inconnues qui n'ont pas hésité à nous témoigner leur sympathie et leur solidarité et dont les paroles réconfortantes, courageuses et chaleureuses ont été pour moi d'un grand soutien, comme pour ma femme et ma famille;

-A mes défenseurs au tribunal - A tous ceux qui ont pris ma défense; prenant position publiquement par écrit ou par oral ou envoyant lettres et déclarations aux différents organes du pouvoir d'Etat;

je transmets par cette lettre mes remerciements, Que Dieu leur rende!"

# LETTRE DE PRISON par kasimir switon

-Kazimierz Switon-  
prison préventive de Katowice

Katowice 1 / 11 / 78

Depuis quelques semaines, je suis en prison, dans une cellule individuelle, complètement isolé du monde extérieur, tout cela parce que, j'ai naïvement cru en la législation en vigueur dans notre patrie, parce que j'ai affirmé que la Constitution de la RPP était un document d'une importance extrême dont les articles devaient guider la conduite de tous les polonais et de tous les organes du pouvoir sans aucune exception. Et aussi parce que j'ai cru que les décisions contenues dans les actes d'Helsinki que Gierch a signés et dans la Convention des Droits de l'Homme qui a été ratifiée en Pologne, seraient respectés par le pouvoir, comme d'ailleurs Gierch l'a plusieurs fois affirmé en public.

J'ai été aussi jeté en prison parce que dans le cadre de la discussion annoncée par le gouvernement entre la société et le pouvoir, j'ai fait entendre ma modeste voix. Ce qui prouve que ces documents sont considérés par le pouvoir actuel comme de vieux papiers bons à jeter. C'est pourquoi je peux déclarer en toute certitude que les assurances dont nous abreuve l'équipe de Gierch ne sont que de belles phrases, des mots creux, un paravent destiné à l'opinion publique mondiale, derrière lequel dans la pratique se cachent en fait la terreur et l'arbitraire envers ceux qui déclarent ouvertement leurs divergences et prennent courageusement position pour la défense de leurs droits humains et civiques à la liberté.

Nous sommes victimes de toutes sortes de tracasseries et répressions, on nous détient arbitrairement en prison, on nous observe nuit et jour, on nous prive du droit d'exercer notre métier, on limite notre liberté de déplacement dans notre propre pays, etc. Nous sommes des esclaves dans notre propre patrie. Telle est la réalité. C'est pourquoi je vous crie de derrière mes barreaux de prison, hommes de bonne volonté du monde entier : Ne vous laissez pas tromper par nos dirigeants, ne les croyez pas lorsqu'ils prétendent que les droits de l'homme sont respectés en Pologne et que le système a pour base la légalité.

C'est pourquoi je me tourne vers vous frères syndicalistes du monde libre. Aidez-nous et soutenez notre jeune mouvement syndical indépendant qui est en plein développement et vient seulement de s'amorcer avec la fondation le 23 février 1978 du Comité des Syndicats Libres de Katowice. Les syndicats qui existent aujourd'hui officiellement en Pologne, au lieu de prendre position pour la défense des intérêts du monde du travail, coordonnent leurs efforts dans l'intérêt du pouvoir, obligeant les travailleurs à augmenter la productivité sans qu'y corresponde une augmentation de salaire proportionnelle. C'est pourquoi l'impératif du moment était d'amorcer en Pologne un mouvement syndical indépendant, indépendant du pouvoir et du POUP et dont tous les efforts viseront à défendre comme il se doit, les intérêts de chaque travailleur. Bien que la Convention du Travail signée par le gouvernement de la RPP prévoie la fondation d'organisations syndicales indépendantes, notre mouvement dès le début est brutalement réprimé par le pouvoir, c'est à dire par la "bezpilka" (la police politique) et la MO (milice civile). L'activité de ces deux organes montre en effet, que le pouvoir est entre leurs mains couvertes de sang.

C'est pourquoi je m'adresse à vous tout particulièrement, frères compatriotes. Réveillez-vous de votre léthargie, surmontez la peur qui vous envahit, nous devons unir nos efforts et nous opposer à la bourgeoisie rouge qui, au prix de notre sang d'ouvriers, nous exploite comme au temps du capitalisme, assurant pour elle-même et ses proches, maternellement l'avenir, tenant compte d'un éventuel éloignement du pouvoir.

C'est pourquoi je me tourne vers toi, notre frère, notre ami, notre compatriote, Jean-Paul II. N'oublie pas dans tes prières notre chère patrie asservie ! Prends la défense de ceux qui veulent vivre en Pologne comme des hommes libres lorsque tu prenais dans la capitale de St Pierre, la succession du pouvoir, j'étais moi-même jeté en prison, pour avoir défendu la vérité, et la liberté, parce que j'étais catholique pratiquant, parce que je réclamais fermement pour l'Église le droit d'accès aux mass-médias et parce que j'ai essayé de défendre ma femme, gravement malade des coups de quatre individus du SB (police politique) en civil, qui nous ont attaqué quand nous sortions d'une réunion des paroissiens avec l'évêque Herbert Bednorz, pour rentrer chez nous.

C'est pourquoi je me tourne vers vous, frères et sœurs polonais qui vivez à l'étranger : avertissez les gouvernements des États dans lesquels vous vivez, pour qu'ils ne croient pas les soi-disant "dirigeants polonais" quand ils affirment que les emprunts qu'ils font sont indispensables pour telle ou telle raison économique ou qu'ils vont servir le bien général de la nation, car cet argent ne servira qu'à les maintenir au pouvoir. De plus, ils se font construire ainsi qu'à leurs familles des villas et des palais, richement décorés d'or et d'argent et d'œuvres d'art très coûteuses.

C'est pourquoi de derrière mes barreaux je vous lance cet appel et vous crie : Prenez la défense des droits qui vous sont dus, et que le pouvoir actuel ne veut pas respecter. Et de mon côté je vous assure que je continuerai la lutte que j'ai commencée. Je vous assure aussi que je suis innocent et l'inculpation portée contre moi au titre de l'article 234, par. 1, du Code Pénal, c'est à dire d'avoir agressé trois agents de la milice, est un horrible mensonge fabriqué sur la base de faux témoignages du SB et de la MO par lequel les Services de Sécurité cherchent à m'éliminer de toute vie sociale et militante.



C'est pourquoi je m'adresse à vous, mes compatriotes pensionnés et retraités, qui dans les premières années après la guerre, avez uni votre cœur et votre santé dans la reconstruction de notre patrie bien aimée, pour recevoir maintenant en échange, les miettes du festin que s'offre le parti: exigez fermement une hausse des retraites et pensions.

C'est pourquoi j'en appelle à vous, mères polonaises, et je demande qu'en éduquant vos enfants, vous leur inculquiez le courage, le patriotisme et l'amour de la Pologne, notre patrie, comme le faisaient nos mères dans le passé.

Et finalement de toutes mes forces, je m'adresse de derrière mes barreaux à toi Jeunesse polonaise, pour que tu prennes position activement contre l'arbitraire, le mensonge, l'hypocrisie. C'est de vous les jeunes que dépend l'avenir de notre patrie. De vous dépend également que le pouvoir dans l'avenir respecte comme il se doit les Droits de l'Homme, et que dans un proche avenir nous vivions dans une patrie libre, indépendante et souveraine. C'est vous les jeunes qui avez en particulier le devoir d'exiger la vérité historique, même si c'est aussi le devoir de tout citoyen. En laissant de côté ce devoir vous condamnez par là-même votre culture nationale à sa perte et alors viendra le moment où comme bien des fois dans notre histoire, nous serons happés par notre voisin de l'est, ex de l'ère de la République de l'URSS. Est-ce vraiment ce que vous désirez? Certainement pas.

### ADMINISTRACYJNY- PODZIAK



SIKY SOCJALISTYCZNE



SIKY ANTYSOCJALISTYCZNE

division administrative entre à gauche les forces dites "socialistes" et celles de droite dites "anti-socialistes"

# POUR LES SYNDICATS LIBRES

L'EDITION DANOISE DE SZERSZEN "BROMBASSEN" - QUE NOUS FERONS CONNAITRE DE PLUS PRÈS A NOS LECTEURS FRANCAIS DÈS LE PROCHAIN NUMÉRO, ÉTAIT A L'ORIGINE D'UN MEETING CONVOQUÉ LE MARS POUR LA DÉFENSE DES SYNDICATS LIBRES ET DES MILITANTS DE L'OPPOSITION PARTICULIÈREMENT POUR LA LIBÉRATION DE KAZIMIERZ SWITON, UN DES FONDATEURS DU COMITÉ PROVISOIRE DE FONDATION DES SYNDICATS LIBRES À KATOWICE.

NOUS REPRODUISONS INTÉGRALEMENT LA CONTRIBUTION D'UN COLLABORATEUR DE SZERSZEN, RÉFUGIÉ POLONAIS EN SUÈDE, À CETTE CONFÉRENCE, CAR LES PROBLÈMES QUI Y SONT SOULEVÉS NOUS PARAISSENT D'IMPORTANCE AUSSI POUR LES MILITANTS OUVRIERS ET SYNDICAUX ET LES TRAVAILLEURS EN FRANCE.

Chers camarades.

Avant de parler de l'opposition dans le pays, il faut d'abord donner quelques éclaircissements sur les fondements et les conditions de son action.

Quelle est aujourd'hui la situation dans le pays?

Elle n'est pas brillante. La famine régnait. On risque le retour des maladies du type de la tuberculose, l'état moral et biologique de la population est terrible. Il semble que la Pologne ait atteint le fond de tous ses malheurs. Le parti a perdu la face, il ne reste plus que l'impuissance des gouvernants et des gouvernés.

Alors pourquoi ne se produit-il pas une explosion spontanée du mécontentement de la société? C'est qu'elle serait immédiatement noyée dans le sang et les répressions. Il n'y aurait même pas d'intervention soviétique, car ils ont tout prêt sur le sol polonais, ils sont prêts à tout moment à l'affrontement.

D'ailleurs la tactique, que les russes ont "conseillé" au parti (-1) et à la bezpieka (-2) pour lutter contre l'opposition, est étonnamment habile. Aucune arrestation ou répression de masse, mais des tracasseries continuelles, sans leur laisser le temps de souffler, envers les différents militants de l'opposition.

Le parti n'a absolument aucune conception permettant de sortir de l'actuelle crise économique, et il a rejeté avec tout son cynisme le poids et les conséquences de la banqueroute de sa politique économique sur la population.

Gierek est en train de vivre une nouvelle défaite. "Nous avons un peuple difficile", dit-on au Comité Central du POUP. La presse du régime fait avaler au peuple des seaux entiers de vinaigre. Mais les polonais ont leur propre opinion. Ceci dit dans un système totalitaire, les masses ne peuvent pas faire preuve tous les jours d'héroïsme. Dans un système où le totalitarisme repose sur le principe d'un seul employeur,

l'état, on ne peut pas se révolter sans arrêt.

Mais l'un des traits caractéristiques de la société polonaise, actuellement, c'est la fatigue. Les ménagères polonaises sont fatiguées de devoir continuellement veiller à assurer l'approvisionnement de la maison, tout en étant obligées de gagner leur vie. La jeunesse est écrasée par des programmes scolaires aussi absurdes que falsifiés. Les hommes n'ont pas seulement un travail à plein temps, en dehors de celui-ci, ils doivent encore chercher à gagner plus d'argent, tout cela pour essayer d'améliorer leur vie, ce qui après 35 ans de paix, devient de plus en plus difficile.

Plus d'un million et demi de jeunes ménages attendent un logement (attente moyenne 10-15 ans). Gierek a annoncé qu'il liquiderait la question du logement d'ici 1990. En fait les délais en sont repoussés de 10 à 20 ans.

La vie agréable est réservée à la seule élite du parti, qui n'a besoin de la population que pour lui assurer son propre bien-être. Ainsi donc dans le système totalitaire sur le corps de toute la société se développe une tumeur, celle de la pyramide difforme des dirigeants et leur appareil.

À côté de cette nouvelle aristocratie, se développe dans le pays, un néo-capitalisme. On connaît assez généralement comment les dignitaires du régime, premier ministre en tête, ont des actions dans des entreprises qui officiellement ont le statut d'entreprises d'état, mais sont de facto, des sociétés à responsabilité limitée.

Il est peu de gens qui se rendent compte, combien est dangereuse la situation qui voit éclater la sphère des "gens à titre". Aujourd'hui en Pologne, nous avons plus de directeurs que de mineurs!

La nécessité de rassasier d'abord les dirigeants et les gens à titre, fait que la société n'a plus à se partager que quelques pauvres organes.

À l'époque de Gomulka, les salaires étaient tellement bas, qu'ils ne suffisaient même pas pour assurer des rations de famine, et ce n'est que grâce à leur énergie et leur ingéniosité, que les polonais ont pu survivre. À tel point que, la situation étant devenue intenable, on en est arrivé à décembre 1970 et aux sanglants mouvements de protestation sur la Baltique. (3) -

Dans une telle situation "l'over-manager" Gierek, n'avait plus rien d'autre à faire que panser les blessures à l'aide de hausses. Bien qu'insignifiantes, elles ont contribué à aggraver la crise dans laquelle le POUP s'enlise de plus en plus. En effet Gierek n'a pas seulement franchi le seuil de ses compétences personnelles, mais aussi celui de la résistance de l'économie. Loin de freiner l'élite du parti, il a dû encore élargir leurs privilèges, mais comme il a dû aussi accorder certaines choses à l'immense masse de la population, il a frayé la voie à la situation dans laquelle se trouve aujourd'hui la Pologne, c'est à dire une situation de faillite, de dévaluation, et de pénurie de marchandises.

La RPP est actuellement endettée à l'ouest pour plus de 14 milliards de dollars. Mais la Pologne a des besoins qui augmentent sans cesse. Jaroszewicz, lui-même a déclaré à la Diète que la RPP avait besoin d'acheter pour plus d'un milliard de dollars de blé par an, soit en fait plus même que le charbon ne lui rapporte. La conséquence d'un tel endettement est que le régime tente de vendre tout ce qui peut trouver amateur. À des prix de dumping est vendu tout ce dont le citoyen moyen manque le plus.

Chaque jour des tonnes de viande quittent la Pologne, tandis que devant les magasins de viande, les mères et femmes polonaises font des nuits entières la queue pour un pauvre morceau de viande, quelle qu'elle soit, ou de charcuterie confectionnée presque pour moitié à base de produits se rapprochant de la viande; encore heureux, s'ils

ne sont pas toxiques, dans le genre huile de soja, farine de poisson; et pire s'il s'agit de produits chimiques nocifs pour la santé.

Le mouvement de protestation des ouvriers en juin 76 a révélé la profonde crise économique et sociale du pays. Depuis, presque trois ans se sont écoulés. En tous cas suffisamment longtemps pour que le parti en tire les conséquences. Mais il en alla autrement. La hausse des prix rejetée par la population en juin 76 a été remplacée par une hausse camouflée. Ainsi sur une large échelle sortent sur le marché des produits plus chers, aux appellations nouvelles, tandis que les autres disparaissent. Cette tactique a été utilisée pour de nombreux articles industriels et produits alimentaires, y compris le pain.

On développe ce qu'on appelle les magasins commerciaux, où le prix du saucisson coûte environ une journée de salaire d'un ouvrier moyen. (150 à 200 zlotys le kg).

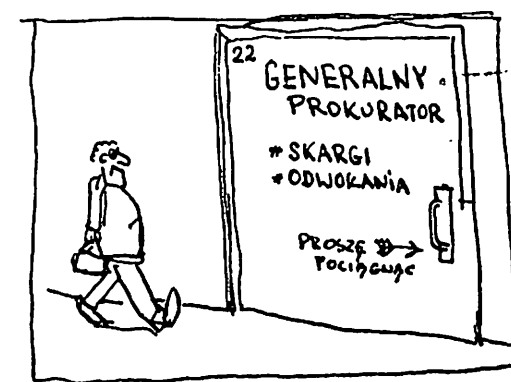
La situation est tout aussi alarmante dans de tous autres domaines. Le manque de lits d'hôpitaux et la pénurie de médicaments même sur le marché libre, ajoutés à l'épuisement physique des ouvriers, contribuent à développer les maladies de société. Les chauffeurs, les mineurs et les travailleurs du bâtiment travaillent de 10 à 12 heures par jour!

La thèse du rôle dirigeant de la classe ouvrière dans les pays "socialistes" est un dogme fondamental. Et en Pologne les programmes de l'école maternelle prévoient déjà d'inculquer ce dogme. Pourtant cette thèse n'a rien à voir avec la pratique appliquée quotidiennement par le régime en Pologne.

Le travailleur n'est "bon" que lorsqu'il supporte docilement toutes les difficultés. Mais lorsque la classe ouvrière descend dans la rue pour démontrer sa volonté et sa force, alors ce n'est plus la classe ouvrière, mais une poignée de CHOULIGANS déchaînés. Le parti se réserve le droit d'exclusivité dans la direction et l'application de sa volonté, que rien ne peut contrôler.

Après une brève période de liberté d'action entre 1970 et 1972, une nouvelle dégénérescence de ce qu'on appelle les syndicats, a eu lieu. La bourgeoisie rouge a usurpé le droit de diriger la classe ouvrière selon les principes classiques des méthodes capitalistes des années 30.

Actuellement les syndicats ont pour seule fonction d'élever une barrière de sécurité entre le régime et la classe ouvrière.



"procureur général: plaintes- appels, veuillez tirer la poignée. suite p. 31

Les cadres des syndicats issus des grèves de 70-71 ont été remplacés par d'autres beaucoup plus dociles qui correspondent aux objectifs fixés aux syndicats. Les conseils ouvriers (-4-) organes exécutifs des Assemblées Autonomes ouvrières (-5-) ont été liquidés ou leur pouvoir considérablement diminué. Cela a permis à la direction des usines de production de développer un arbitraire total, dans le domaine économique et une gestion personnelle de l'entreprise. Bref, les syndicats actuels en Pologne sont un instrument docile et impuissant entre les mains de l'administration Gierek. Il n'existe dans le pays absolument aucune organisation officielle qui suive les intérêts des ouvriers, à l'encontre desquels sont utilisées toutes les méthodes de contrainte, y compris personnelle. Personne n'intervient lorsque les gens sont jetés sur le pavé. Personne ne s'occupe de savoir si la femme et les enfants de l'ouvrier ainsi licenciés vont avoir de quoi se nourrir et se vêtir. Quant à l'aide matérielle sociale, elle n'existe tout simplement pas.

C'est d'une telle situation qu'est née la nécessité de créer des syndicats libres en Pologne, une organisation qui ne serait pas compromise, qui servirait véritablement la défense des intérêts des travailleurs.

Dans la région du bassin minier de Silésie et sur la Baltique de telles organisations sont nées. A leur tête on trouve des gens courageux prêts à sacrifier leur propre tranquillité et sécurité pour le bien de l'ensemble de la classe ouvrière.

Ces syndicats libres sont nés à un moment particulièrement critique où devient inévitable un dangereux affrontement entre l'appareil d'oppression de Gierek et l'opposition politique démocratique, alors que les difficultés économiques du régime arrivent à un seuil jamais atteint et que la révolte des paysans s'étend.

Devant compter avec l'opinion publique mondiale, l'appareil administratif de Gierek ne peut par exemple envoyer à la peine de mort les dirigeants de l'opposition, par contre sa méthode, ce sont les courtes détentions répétées en prison, et les coups et tortures d'ordre psychologique.

Actuellement nous protestons au nom des militants ouvriers, émigrés politiques en Suède contre l'arrestation arbitraire et le passage à tabac d'un ouvrier de Katowice, membre du Comité de Fondation des Syndicats Libres, Kazimierz SWITON, actuellement incarcéré à la prison de Katowice et accusé d'avoir frappé quatre militaires et démoli une voiture de police. Le procès de ce militant qui ne s'est pas laissé intimider commence aujourd'hui. Il est menacé de huit ans de prison. Les répressions touchent également d'autres militants des syndicats libres, et ce depuis très longtemps, au moins octobre 1978. Ainsi Roman Ksciuczek est en prison. Le mineur Wladyslaw Sulecki est depuis 2 ans victimes de tracasseries continues; de même sont constamment arrêtés et persécutés: Zdislaw Mnich, Jan Switon, Stanislaw Tora et Jozef Bala. La liste des victimes de répressions de la part du régime est longue d'au moins plusieurs centaines de noms, d'hommes de bonne volonté.

Seul un mouvement de protestation décidé pourra atténuer les souffrances de nos frères du pays. C'est pourquoi nous lançons un appel aux syndicats indépendants de l'ouest pour qu'ils prennent la défense des militants des libertés du pays. Nous exigeons le droit de libre organisation dans des syndicats indépendants de la surveillance du parti communiste du Kremlin.

Les travailleurs polonais, comme des millions d'autres ouvriers dans le monde, doivent avoir le droit d'exprimer librement leurs opinions politiques critiques à l'égard d'un régime qui viole les droits fondamentaux des travailleurs.



- (1)— Il s'agit du PZPR (POUP) le parti bureaucratique, inféodé à la bureaucratie "mère" du Kremlin.
- (2)— "bezpieka" autre appellation courante, populaire de la police politique, le fameux "S.B."
- (3)— On rite couramment le type de paradoxes suivants: "les polonais gagnent 3500 zlotys par mois et en dépensent 5000". Ou encore: "Une paire de bonnes chaussures vaut un mois de salaire, mais beaucoup de polonaises arborent des chaussures italiennes dernière mode"... etc
- (4)— Conseil ouvriers: "institutionnalisés" en 1956, leur rôle fut limité à l'organisation de la production de l'entreprise. Gierek les supprima pratiquement partout.
- (5)— KSR "Conférences de l'Autonomie Ouvrière"- Assemblées "générales" des "organisations représentant les travailleurs", soit le comité d'entreprise, l'organisation de jeunesse, l'organisation du parti.

**ILLEGALE  
FAGFORENINGE**



**POLENI**



**MØDE: mandag 5.3 kl. 19<sup>30</sup>**

Tract appelant au meeting convoqué par "Brombassen" le 5 mars à Copenhague pour  
défense des syndicats libres en Pologne et de K. Switon, l'un des fondateurs.

---

---

# CONTRE LA RÉPRESSION

---

---

lettre DE **W SULECKI**

Wladyslaw Sulecki

13 rue Tama Krolewska

GLIWICE

AU CITOYEN-PRESIDENT DU CONSEIL D'ETAT

DE LA REPUBLIQUE POPULAIRE DE POLOGNE

Je voudrais informer le citoyen Président des méthodes qu'utilisent  
la MO et le SB à mon égard et celui de ma famille.

Je suis mineur de fond. Je travaille depuis 22 ans dans la mine "Gliwice".  
Ma femme travaille, et j'ai trois filles âgées de dix-huit, seize et  
treize ans. Nous logeons tous les cinq dans moins de vingt mètres carrés  
d'une maison complètement délabrée. Je pense que dans une situation aus-  
si difficile, un travailleur devrait pouvoir s'attendre à une aide de la  
part de l'Etat populaire, et non pas à des tracasseries continuelles. Cel-  
les-ci se sont renforcées au cours des deux dernières années, lorsque  
j'ai pris la défense des ouvriers emprisonnés et licenciés pour avoir  
participé aux événements de juin 76.

Les agents de la milice et du SB, certains représentants du personnel de surveillance de la mine et des "individus inconnus" me persécutent sans arrêt, ainsi que ma femme et mes filles, y compris la plus petite. J'ai été entre autres trois fois battu: En mai 1977, dès de chez moi, par des agents de la milice, puis à l'automne j'ai été attaqué dans la rue par "des individus inconnus"; dernièrement il y a deux jours, une bande d'agents du SB m'a attaqué, la nuit, dans la rue, alors que je revenais du travail. On m'a menacé de me frapper et d'avoir un accident malheureux. J'ai été plusieurs fois détenu 48 heures d'affilée, sans qu'on me fournisse la moindre explication. Plusieurs fois "des inconnus" ont barbouillé hargneusement les fenêtres et la porte d'entrée de la maison (dernièrement lors de la veille de Noël). On a menacé ma femme, ma fille et moi-même de licenciement. Pendant un certain temps, à la mine, on m'a affecté aux travaux les plus durs dans des conditions très difficiles, (avec de l'eau jusqu'aux genoux) bien que je sois malade (j'ai la sili-cose); sous le moindre prétexte, on me réduisait mon salaire. Le chef promet que j'allais manger des pommes de terre à l'eau.

Plusieurs fois, on a perquisitionné chez moi, et au travail mon casier a été forcé. "Par ces inconnus", on m'a empêché de me déplacer librement. Ainsi par exemple en mai, on ne m'a pas permis de participer à un pèlerinage au sanctuaire de la vierge de Piekary Śląskie. Les agents du SB, amenant ma femme et mes enfants à bout de nerfs.

Tout cet arsenal de répressions a été utilisé pour briser un seul homme. Les agents du SB m'ont promis des montagnes d'or, simplement pour que j'arrête mon activité sociale indépendante. Cependant ces méthodes se sont révélées inefficaces. C'est pourquoi les agents du SB et de la MO ont décidé de passer à une action particulièrement perfide qui vise à briser ma famille et me forcer à émigrer en RFA.

Dans cette action se distingue particulièrement le lieutenant du SB Janusz Ryszkiewicz. Par des menaces constantes, des mensonges, le harcèlement ininterrompu de ma famille, la mise en observation de la maison jour et nuit, les coups de téléphone au travail et "les entretiens" soi-disant personnels, on a cherché à obliger ma famille à renoncer à la nationalité polonaise et à partir pour la RFA, sachant que je ne la quitterai pas. Je voudrais ici déclarer que ma femme, mes enfants et moi-même sommes polonais, que ni mes enfants, ni moi-même ne connaissons l'allemand et que ma femme originaire de Silésie le connaît très mal. Le grand-père de ma femme participa aux insurrections de Silésie et fut à ce titre assassiné par les hitlériens. Le père de ma femme combattit lui aussi pour une Silésie polonaise. Moi-même j'ai pendant la guerre lutté dans les rangs de l'AK contre l'occupant allemand. Mon père a été déporté dans un camp de concentration près de Gdansk. Les méthodes du SB qui, par la persécution, cherche à nous contraindre à renier notre nationalité polonaise sont particulièrement ignobles et amORALES, et dignes de la réprobation générale.

C'est ce que j'attends de la plus haute instance de l'État polonais qu'est le Conseil d'État de la RPP, mais j'en attends également une sévère punition des coupables de telles méthodes. Je demande que cessent à l'égard de ma famille les répressions de la MO et du SB, car ma femme et mes enfants sont à bout de nerfs. Ma famille veut vivre en paix. Le SB n'a qu'à s'occuper de la recherche des criminels et non de la persécution des innocents.

Je vous demande une intervention rapide. Les questions évoquées ici étant d'une très grande importance, j'envoie une copie de cette lettre à l'épiscopat polonais, au Comité d'Auto-défense Sociale "KOR", à Amnesty International, au Comité de Défense des droits de l'homme à l'ONU, à l'Ambassade de RFA.

J'ai d'abord écrit cette lettre le 14 août 1978. Malheureusement au cours de son transport à Varsovie, le SB a jugé bon de la confisquer, bien qu'elle ait été adressée au citoyen Président du Conseil d'État de la RPP. On voit que le SB de Gliwice se considère comme plus important que le Conseil d'État de la RPP.

Władysław Sulecki

## LES HABITANTS DE GRUDZIADZ

Au Président de la Diète  
Chancellerie de la Diète  
4/6 RUE WIEJSKA -  
V A R S O V I E

Grudziadz, janvier 1979

Citoyens et travailleurs de Grudziadz, nous ressentons de plus en plus la dégradation de l'approvisionnement en charbon, produits alimentaires et produits industriels. C'est ça l'économie créée par les hommes de l'étoile rouge.

Dans les entreprises, on menace à nouveau les gens d'avertissements inscrits au dossier personnel et de licenciement immédiat. En a été victime une seconde fois, Edward Golota, domicilié 48 rue Kochanowski, licencié le 1er décembre 1978 sans aucune raison valable, simplement parce qu'il a été franc et a dit la vérité à ses supérieurs. De plus une enquête a été menée à l'endroit où il habite et on lui a donné une très mauvaise opinion.

Dans notre ville les responsables en reviennent à faire les mêmes choses qu'en juin 1976, parce qu'on a même interdit l'usine aux retraités. C'est ce qui s'est passé le 6/12/78 à la Fonderie et Emaillerie d'État de Grudziadz "POiE", quand y est apparu Edmund Zadrozynski, membre de la rédaction du journal "Robotnik" qui reçoit depuis 1974, une pension à cause d'un accident du travail. À la suite de l'arrivée d'Edmund Zadrozynski, on a déclenché à "POiE" une véritable alarme. Le lendemain, le 7 décembre 1978, l'entreprise "POiE" a proclamé un état d'urgence, et convoqué une réunion où tous les contremaîtres et tous les travailleurs ont été informés que celui qui entrerait en contact avec Edward Zadrozynski, serait immédiatement licencié, comme en juin 76. À cette réunion assistait Henryk Oleszynski, domicilié à Grudziadz, 5 rue Fornalska, apt 27, - qui "veille" sur l'entreprise "POiE" de la part du SB.

C'est le conseil d'entreprise lui-même qui mène ce travail de taupage afin de monter les travailleurs les uns contre les autres!

Nous savons que c'est Blank et Kazimierz Raszkowski, par ailleurs député à la diète qui les premiers ont donné l'alarme. Ils travaillent tous les deux au Conseil d'Entreprise. Les responsables de "POiE" exigent qu'on donne un avertissement avec inscription au dossier personnel, au gardien Maliszewski, et que cette sanction s'accompagne d'un renvoi immédiat avec liquidation de tous les avantages acquis pendant les années de travail et suspension du treizième mois de salaire, parce qu'il a laissé pénétrer dans l'entreprise un homme qui avait été victime d'un accident du travail dans cette même entreprise. C'est une injustice flagrante à l'égard d'un vieil employé de "POiE".

Très souvent on aime à rappeler et mettre en avant "les travailleurs modèles". Le 8 décembre 1978 a eu lieu au théâtre de Grudziadz une réunion à l'occasion du XXXème anniversaire du journal "La gazette de Poméranie". Mais il n'y avait pas un seul ouvrier de présence à cette réunion. Les seuls à y assister ont été les cadres du parti, car les travailleurs modèles étaient retenus par la production. Pendant cette réunion solennelle, un transistor a été remis en cadeau à l'un de ces hommes à la cravate rouge. Voilà comment les cadres du parti nous encouragent à travailler. Nous avons honte d'avoir un tel député faignant à Grudziadz.

A bas un tel pouvoir à "POiE", à bas le député!

Nous ne voulons pas d'un tel pouvoir qui menace les ouvriers de licenciement et qui réduit leurs salaires de misère. Le député de Grudziadz aurait mieux fait de s'intéresser et ouvrir un peu les yeux sur d'autres choses. Il aurait pu, par exemple, s'occuper de l'amélioration de l'approvisionnement en produits alimentaires et agricoles de première nécessité.

A bas le pouvoir de l'étoile rouge!

Nous voulons une Pologne libre, souveraine et indépendante!

Nous, habitants et travailleurs des entreprises de Grudziadz, nous affirmons notre pleine confiance en Edmund Zadrozynski; et il est certain que nous allons garder le contact avec lui. Nous savons parfaitement que c'est un homme qui défend les droits des ouvriers, et cette conviction, nous l'avons depuis quelques années déjà. C'est de tels citoyens que notre vraie Pologne a besoin.

Nous demandons de faire parvenir les réponses pour tout ce qui concerne les signatures collectives à notre homme de confiance, Edmund Zadrozynski, domicilié, 17 rue Swierczewski, apt 5, à Grudziadz. D'autre part nous avertissons que s'il arrivait la moindre chose à Edmund Zadrozynski de la part de la MO ou du SB, nous prendrions toujours la défense de sa personne.

Nous adressons cette lettre et nos signatures au Président de la Diète de la République Populaire de Pologne, car de telles méthodes et machinations peuvent être à n'importe quel moment utilisées contre nous, par les hommes de la "maison" qu'on sait.

Nous exigeons que cette lettre soit publiée dans le journal "Robotnik" et portée à la connaissance du pays tout entier.

Copies au : Primate de Pologne

KSS"KOR"

Lettre signée par 242 personnes

# UNE LETTRE DE MILITANTS OUVRIERS

A TOUS LES TRAVAILLEURS DE

POLOGNE

AUX SYNDICATS DU MONDE ENTIER

Depuis deux ans les travailleurs en Pologne ont entamé une nouvelle phase de lutte pour la défense de leurs droits humains et matériels. Ces droits leurs sont reconnus par la Constitution de la RPP, le Pacte International des Droits de l'Homme et du Citoyen, et la Convention Internationale de l'Organisation du Travail sur les syndicats.

Les événements de juin 1976 au cours desquels les manifestations de masse des ouvriers ont obligé le pouvoir à annuler la terrible hausse des prix des produits alimentaires, ont démontré une fois de plus, que dans notre pays les travailleurs sont privés de la possibilité de s'appuyer sur les syndicats officiels. Ces syndicats, dirigés par le parti unique qui gouverne la Pologne, non seulement ne se sont pas opposés aux décisions erronées du pouvoir, mais ont pris une part active, à la répression de ouvriers qui protestaient.

La prise de conscience de cet état de fait a abouti à l'établissement d'une collaboration entre l'intelligentsia et les ouvriers, ce qui représente un acquis très important pour la société polonaise. C'est cette collaboration qui a joué un rôle décisif dans la naissance de l'opposition démocratique polonaise, dont le développement a rendu possible un mouvement ouvrier et syndical indépendant. La fondation du hebdomadaire "Robotnik" en septembre 1977 a accéléré la création de groupes de collaboration entre l'intelligentsia et les ouvriers en Silésie, à Radom, à Gdansk, Grudziadz, Cracovie, Lodz et Varsovie.

Le 23 février 1978, à Katowice et le 29 avril 1978 à Gdansk ont été créés les comités de Fondation des Syndicats Libres. Actuellement en Pologne les militants ouvriers sont parmi les plus persécutés. Ils ont été arrêtés plusieurs fois, on les menace de licenciement, on leur applique des sanctions administratives sous forme d'amendes, espionne leurs faits et gestes, on perquisitionne chez eux, on les prive en fait du droit de se déplacer librement en Pologne, etc. Il y a eu des cas de passage à tabac très dangereux pour la santé et la vie, comme nous en avons informé dans nos communiqués.

A présent deux militants des Comités de Fondation des Syndicats Libres sont en prison en vertu des décisions des collèges de répression des infractions dépendant de l'administration d'Etat, ce qui constitue une violation de la législation. Il s'agit de Kazimierz Switon en Silésie et

de Blazej Wyszowski du Littoral de la Baltique. Blazej Wyszowski fait en prison une grève de la faim, en signe de protestation, et il est maintenu en vie par une alimentation forcée. Sa santé eût être même sa vie sont en danger.

Les Comités de Fondation des Syndicats Libres de Silésie et de la Baltique ainsi que les militants du mouvement ouvrier indépendant, déclarent qu'ils protestent solidairement contre ces répressions et qu'ils continueront leur action sans se laisser intimider ni briser par les répressions. Nous appelons les travailleurs de Pologne à se solidariser activement avec notre combat pour la liberté d'organisation dans des syndicats indépendants. Nous appelons tous les travailleurs de Pologne à s'organiser dans le but de défendre les victimes de la répression où qu'elles se trouvent. Nous appelons les syndicats du monde entier à soutenir le mouvement indépendant des travailleurs en Pologne, et, avant tout, à prendre énergiquement la défense de nos compagnons emprisonnés. Nous en appelons à la solidarité internationale des travailleurs. Nous demandons également à Amnesty International de prendre la défense de emprisonnés.

- Le Comité des syndicats libres -

- Katowice.

-Bolesław Cygan- Włodzisław Śląski

-Roman Kociuszka- Mysłowice

-Zdzisław Mnich- Bielsko-Biała

-Jan Switon- Katowice

-Władysław Sulecki- Gliwice-

- Le Comité des syndicats libres -

-de la Baltique.

-Andrzej Owiazda - Gdańsk

-Erwin Mysza- Sopot.

-Krzysztof Wyszowski- Gdańsk.

- Militants du Mouvement Ouvrier  
Indépendant

- Leopold Gierak- Radom.

-Józef Sreniowski- Łódź.

-Edmund Zadrożyński- Grudziądz.

# L'opposition en U.R.S.S.

## SOLIDARITE AVEC LES TRAVAILLEURS D'URSS

### Récapitulatif:

-fin novembre 77: conférence de presse de travailleurs d'URSS dans la banlieue de Moscou, avec des journalistes américains. Ils présentent un certain nombre de plaintes collectives ou individuelles contre l'Etat. Plusieurs d'entre eux sont au chômage.

-26 janvier 78: 5 travailleurs avec Vladimir Klébanov pour porte-parole, annonce la création prochaine d'un syndicat libre.

-1er février 78: Nouvelle conférence de presse, où sont rendus publics les statuts du syndicat libre, une liste de plus de 100 membres et une lettre ouverte à l'O.I.T. (- -)

Immédiatement l'appareil de répression réagit, internant en asile psychiatrique, emprisonnant les fondateurs du syndicat libre.

-Printemps 78: un ouvrier d'Odessa Mikhaïlovitch Sery expose dans une lettre ouverte les terribles conditions de vie et de travail des travailleurs de sa région, et prend la défense de Klébanov et ses compagnons: (- -)

"Il n'y a pas longtemps un groupe d'ouvriers avec à sa tête V. Klébanov, a décidé de créer un syndicat qui défendait réellement les droits des travailleurs, mais les autorités l'en empêchent de toutes les façons et jettent ses dirigeants derrière les barreaux. Voilà quelle est notre vérité: ta famille a faim, mais tu peux te taire; on te fait travailler pour rien, mais ne te plains pas; on te fait travailler au dessus de la norme et toi, fais leur éloge, autrement on te mettra en prison..

Si on ne donne pas à notre intelligentsia la liberté de création, de pensée et de parole, pour nos ouvriers c'est encore pire: C'est la liberté de gagner leur vie, de manger, de se reposer, de faire grève, de s'unir dans leurs syndicats qu'ils n'ont pas. N'est-ce pas vraiment l'esclavage?"

-25 avril 1978: Publication par un travailleur soviétique Youri Grimm, qui tente avec d'autres camarades de former un "syndicat indépendant", d'une lettre aux "ouvriers américains". (- -)

"En ce moment le groupe de Klébanov a été décapité, mais d'autres se lèveront sûrement pour continuer ce qu'il a commencé."

-Fin octobre 78: Création du second syndicat indépendant; "l'Association Interprofessionnelle Libre des Travailleurs".

Certains de ses membres fondateurs, comme Evgueni Nikolaïev, appartenait déjà au "groupe Klébanov", d'autres comme Borissov, assurent le trait d'union physique avec l'opposition démocratique.

Les membres de l'Association décident d'élire un "conseil des délégués", qui seront en quelque sorte les porte-parole du syndicat à l'intérieur comme à l'extérieur du pays. Ses membres sont victimes des persécutions et répressions du KGB, allant de l'arrestation en garde à vue, en passant par les pires vexations et chicanes, jusqu'à l'emprisonnement ou l'internement.

Alors que Vladimir Klébanov est toujours dans l'hôpital prison de Dniepropetrovsk, Morozov, incarcéré à Lefortovo, attend son jugement, le même sort concerne Volokhonski à Léningrad aussi, et Skvirski à la prison Boutirki de Moscou. Leurs compagnes Albina Iakoreva et Lest-

nitchenko qui ont pris leur place au "conseil", avec Borissov, sont aussi victimes de constantes tracasseries, détentions etc...

Au cours d'un interrogatoire, le fonctionnaire du KGB dit à Volokhonski: "personne ne reconnaît votre syndicat"

Il est un devoir pressant pour tous les militants ouvriers et syndicaux, luttant au côté de leur classe: c'est de combattre pour le soutien aux militants de l'As - sociation Interprofessionnelle Libre des Travailleurs, pour les tirer de leur geôle ou de leur cellule d'hôpital, pour que la solidarité internationale des travailleurs assigne une cuisante défaite à la morgue insolente du fonctionnaire de l'appareil bureaucratique. LIBERONS KLEBANOV-MOROZOV-VOLOKHONSKI

#### DEFENSE DES MILITANTS DE "L'OPPOSITION DE GAUCHE" DE LENINGRAD

Le 6 avril dernier, le tribunal de Leningrad condamnait Arkadiï Tsurkov, (20 ans), reconnu coupable de "propagande anti-soviétique" à 5 ans de camp de travail et deux ans d'éloignement en Sibérie.

Aleksander SKOBOV, lui, le deuxième "chef de file" des jeunes opposants de la "commune de Leningrad", d'abord inculpé au titre des articles 70-72 et 190-1 du code pénal de la RSFSR, était ensuite reconnu mentalement "irresponsable" et transféré à l'Institut Serbski.

En fait les origines de ce mouvement remontent à février 1976, lorsque, à la veille du XXVème congrès du PCUS, des tracts avaient été distribués sur la Nevski Prospekt, condamnant la réalité sociale de l'URSS et appelant à des réformes démocratiques.

Déjà on retrouve ces jeunes gens dans l'affaire, l'un d'eux, nommé Reznikov, est même arrêté et condamné, mais sa peine est commuée en raison de son jeune âge et il part faire son service militaire.

Quand il est libéré du service, Skobov, a déjà fondé "la commune" à Primorskoï Prospekt. Vivent là de jeunes artistes et des étudiants de passage, c'est un foyer de discussions politiques, mais aussi d'activités artistiques.

Au bout de quelques mois d'une telle activité, le groupe devient public, éditant un journal: "Perspektivy". Les jeunes gens y reproduisent des articles de différents hommes politiques, interdits aujourd'hui en URSS, allant de Bakouline à Trotsky, en passant par Marcuse et Cohn-Bendit...

Dans le second numéro de ce journal, on trouve le préambule suivant:

"Ce groupe de jeunes ne se lance pas dans le combat politique par besoin de jouer à la révolution ou pour atteindre des buts personnels, il est motivé uniquement par le désir de sauver le pays de la catastrophe imminente et le sortir de la situation terrible dans laquelle il se trouve depuis 60 ans.

Nous sommes profondément concernés par l'avenir du peuple russe et des autres nations membres de l'empire soviétique. Le destin des peuples de Russie dépend maintenant de l'avenir des peuples du monde entier (...)

Au cours des soixantes dernières années, la Russie s'est trouvée entre les mains d'usurpateurs, de bandits, de voleurs qui professent le communisme."

Ce numéro contenait deux articles intitulés "Thèses du moment présent" et "critique des thèses du moment présent"

La grande différence entre les deux réside dans l'appréciation du rôle de la violence, le premier se déclarant partisan de la non-violence, le second pensant qu'elle peut être utilisée pour mener à la démocratie.

Pour le reste selon nos informations, il s'agissait d'une critique de la société soviétique, avec propositions d'un programme informel incluant le démantèlement du KGB, l'abolition du contrôle de l'appa-

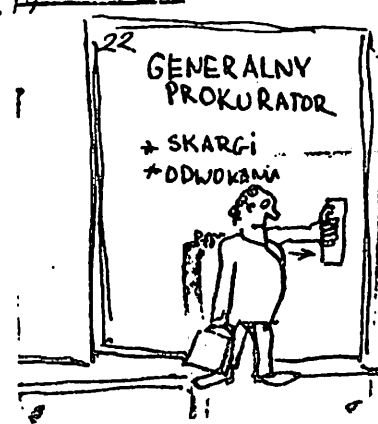
reil du parti, des komsomols et autres institutions bureaucratiques.

En politique extérieure, les auteurs se disaient partisans de la paix et de l'amitié des peuples, et dans ce cadre de traité de désarmement avec les USA, traité avec la Chine populaire, relations de bon voisinage avec les pays dits "démocratiques". Pour le reste ils proposaient des réformes démocratiques.

Il est bien évident que les informations que nous possédons sur ce groupe sont très fragmentaires incomplètes et ne donnent qu'une idée très lointaine des opinions de ses militants, mais toute information dans ce domaine nous paraît briser la loi du silence instaurée autour d'eux par la presse occidentale, et la censure bureaucratique, et donc bienvenue.

La fin de l'activité du groupe ou peut être de la première phase d'activité, fut l'arrestation de deux des principaux animateurs, Skobov le 14 octobre 1978 et Tserkov le 31 du même mois.

suite de la p. 19



voir fin p.40

- (1) - Documents publiés intégralement dans le Frelon N° 5 et 6
- (2) - Source: "Alternatives non-violentes" N° 32 "La dissidence en URSS"
- (3) - Idem note N° (2)
- (4) - Conférence 11 avril 79-Paris-organisée par le "Comité français pour la défense des droits de l'homme en Roumanie", sur le SLOMR, intervention de Victor Feinberg, apportant le salut de l'Association Interprofessionnelle Libre des Travailleurs.



# EN ROUMANIE AUSSI

Un de nos collaborateurs assistait le 11 avril 1979 à la conférence de presse organisée par le Comité Français pour la Défense des Droits de l'Homme en Roumanie, convoquée pour défendre le SLOMR, le "Syndicat Libre des Travailleurs de Roumanie" fondé le 4 mars dernier.

Participaient à cette conférence des représentants de trois centrales syndicales françaises la CGT-FO, la FEN et la CFDT; tandis que la CGT laissait savoir qu'elle envisagerait de son côté "ses propres modalités d'action", sans préciser ni lesquelles, ni quand.

En Roumanie la première manifestation d'indépendance collective fut ce qu'on a appelé "le mouvement Goma" du nom de l'intellectuel, actuellement en exil, qui l'impulsa. Les lecteurs du Frelon, connaissent aussi la grève des 35 000 mineurs de la vallée du Jiu d'août 1977, qui obligèrent Ceaucescu à venir s'expliquer devant eux. Depuis de nombreuses répressions avaient touché les ouvriers qui s'étaient montrés les plus "actifs" dans la grève.

L'initiative du SLOMR est venue de TURNU-SEVERIN, petit port du Danube où 15 ouvriers qui s'associent avec 5 personnes de Bucarest, intellectuels et membres du parti, fondent le Syndicat Libre des Travailleurs de Roumanie. Le 4 mars leur programme est rendu public par la radio Free Europe.

En quelques jours l'audience du syndicat libre s'étend et de nombreuses adhésions, collectives ou privées, affluent. Entre autres, l'ouvrier Virgil Chender de Sighisoara vient Bucarest apporter celle d'un groupe de 1487 personnes originaires du département de Mures qui avaient organisé dans la clandestinité depuis fin 1978 le "Syndicat des Ouvriers, Paysans et Soldats du département de Mures".

Mais la répression frappe.

Le soir du 6 mars la "Securitate", la police politique roumaine, isole par un cordon de police les deux porte-parole du SLOMR à Bucarest: Ionel

CANA et Gheorghe BRASOVEANU, puis au cours des jours suivants de nombreux autres membres du syndicat libre sont arrêtés, dont certains n'ont toujours pas été relâchés.

Le 9 mars Vasile Paraschiv, ouvrier roumain, qui au cours d'un séjour à Paris au printemps dernier avait signé un appel pour la libération de Klébanov et ses compagnons et pour le soutien aux syndicats libres en URSS et en Pologne, puis avait pris part à la conférence de presse organisée sur cette question, dans les locaux de la FEN avec la participation de toutes les centrales syndicales ouvrières françaises, était lui aussi arrêté.

L'enchaînement des événements montre que la "Securitate" arrête immédiatement tous les porte-parole du SLOMR, mais ceux-ci sont immédiatement aussi remplacés par d'autres. Ainsi les répressions policières n'ont toujours pas réussi à endiguer l'essor du syndicat libre, ni à Bucarest, ni en province, et ce en dépit des menaces, intimidations, provocations, arrestations et amendes que la Securitate multiplie contre tous les travailleurs qui sont en contact avec le syndicat libre.

Nous reproduisons ci-dessous, l'intégralité de la "DECLARATION CONSTITUTIVE DU SLOMR".

## DECLARATION CONSTITUTIVE DU SYNDICAT LIBRE DES TRAVAILLEURS DE ROUMANIE

### PREAMBULE:

Conformément à l'article 22 du Pacte International des droits civils et politiques et à l'article 8 du Pacte des droits économiques, sociaux et culturels ratifiés par le Décret 212 d'octobre 1974 du Conseil d'Etat, un syndicat Libre des Travailleurs de Roumanie (Sindicatul Liber al Oamenilor Muncii din România S.L.O.M.R.) s'est constitué en février 1979 en République Socialiste de Roumanie. La liste des membres fondateurs du SLOMR, avec la mention de leur profession et de leur domicile, est annexée à la présente déclaration. Le SLOMR déclare s'affilier à la Confédération Mondiale des Syndicats; il se déclare solidaire de l'activité de tous les comités et associations qui, en Roumanie et à l'étranger, luttent pour le respect des droits fondamentaux de l'homme et met tout particulièrement l'accent sur les droits qui découlent des rapports du travail.

### MOTIFS ET PRINCIPES

La création du SLOMR s'imposait comme une nécessité objective en raison de la situation économique, politique sociale et culturelle de Roumanie. La création du SLOMR est un acte parfaitement légal qui respecte les lois nationales et les engagements internationaux de la Roumanie, confirmés par le Décret 212 de 1974. Ainsi l'article 8 du Pacte international des droits économiques, sociaux et culturels et l'article 22 du Pacte des droits civils et politiques prévoient que:

- Toute personne a le droit de s'associer librement à d'autres y compris le droit de constituer des syndicats ou d'y adhérer afin de défendre ses intérêts. Ces syndicats ont le droit d'exercer librement leur activité et de s'affilier à des organisations syndicales internationales.

Le SLOMR ne se propose pas d'entreprendre des actions à caractère politique (il convient de faire la distinction entre la défense des droits politiques du citoyen et des activités à caractère politique)

Comme l'indique son nom le Syndicat Libre des Travailleurs de Roumanie exerce librement son activité; il n'est la courroie de transmission d'aucune force politique, suivant en cela une précieuse affirmation officielle faite en Roumanie en 1971, selon laquelle "dorénavant les syndicats ne seront plus des courroies de transmission", indication de valeur qui a été malheureusement et étrangement vite oubliée, comme bien d'autres indications du même genre.

Le SLOMR se propose de lutter pour la défense des droits des citoyens de Roumanie en vertu de la déclaration universelle des droits de l'homme, ratifiée par le susdit décret du Conseil d'Etat de la République Socialiste de Roumanie, déclaration qui proclame l'idéal de l'être humain affranchi de la crainte et de la misère.

Le SLOMR milite pour l'application effective de l'article 11 du pacte des droits économiques, sociaux et culturels qui prévoit le droit à un niveau de vie suffisant pour la nourriture, les vêtements et le logement. Le SLOMR part de l'idée que ces droits élémentaires peuvent et doivent être réalisés ici en Roumanie, pour tous les citoyens sans discrimination, et que la solution de ces aspirations naturelles de l'être humain ne réside pas dans la fuite, dans l'abandon de son pays.

Le SLOMR ne s'en prononce pas moins pour le respect rigoureux par les autorités de l'article 12 du pacte des droits civils et politiques ratifiés par le décret 212 qui prévoit que "toute personne est libre de quitter n'importe quel pays, y compris le sien"; et que "toute personne est libre de revenir dans son pays".

Le SLOMR se propose de lutter en premier lieu pour le respect des droits des citoyens de Roumanie dans les rapports de travail. Ainsi en raison des innombrables restructurations d'entreprises et de sociétés, accompagnées de compressions de personnel, qui ont eu lieu ces dernières années par suite des difficultés économiques qu'affrontent notre pays, difficultés déterminées justement par le souhait de protéger rapidement la Roumanie "sur les cimes les plus élevées du bien-être et de la civilisation", souhait que nous partageons d'ailleurs tous, d'innombrables citoyens roumains sont chômeurs dans leur propre pays. Il est regrettable que les statistiques officielles ne tiennent pas une évidence même approximative du chômage en Roumanie.

Nous devons malheureusement constater que, du fait de la loi sur les retraites promulguée pendant l'été 1977 - et qui a provoqué une vague de mécontentement culminant par la grève des mineurs de la vallée du Jiu-, de nombreuses personnes âgées encore capables de travailler ne peuvent plus le faire dans les conditions relativement avantageuses prévues par l'ancienne loi. Innombrables sont les cas de mises à la retraite abusives, pour des raisons prétendues psychiatriques, de personnes que leurs opinions, affirmées avec conviction des années de suite, avaient rendu gênantes pour la superstructure du système. Les années de prison des anciens détenus d'opinion ne sont pas prises en compte lors du calcul de l'ancienneté dans le travail (alors qu'elles le sont pour les détenus d'avant 1944), de sorte qu'ils reçoivent des retraites ou des pensions de maladie ne pouvant leur assurer un niveau de vie suffisant en ce qui concerne la nourriture, les vêtements et le logement, ce qui viole le décret 212, ou qu'ils n'en reçoivent pas du tout faute de l'ancienneté nécessaire.

Quant aux travailleurs actifs, la compression du personnel dans les entreprises et les sociétés parallèlement au maintien ou à l'augmentation des indices du plan les soumet à des efforts supplémentaires qui dépassent souvent leur capacité de travail, ce qui entraîne des maladies, de l'absentéisme, une baisse de la productivité. Ces conditions nouvelles n'ont pas été accompagnées par une augmentation correspondante des rétributions ou, quand augmentation il y a eu, elle s'est révélée tout à fait insignifiante et inefficace.

Le SLOMR se prononce avec fermeté pour que l'activité des travailleurs se déroule dans des conditions respectant la dignité humaine, dans une ambiance agréable et stimulante: chauffage et éclairage suffisant des lieux de travail, réduction des nuisances professionnelles, gratuité de l'équipement de protection et de l'alimentation spéciale (lait, eau minérale carbo-gazeuse, nourriture chaude etc.), ce qui entraînera une augmentation de la productivité en transformant le travail, de peine en plaisir.

Le SLOMR propose que la mobilisation des citoyens au travail dit "patriotique" ne se fasse plus par la coercition mais de manière bénévole, puisque l'on sait que le Roumain a toujours été "travailleur et secourable dans le besoin"; les éventuelles absences individuelles ou en groupe à ce genre de travail, que elles qu'en soient les raisons, ne devront plus être suivies de brimades dans les rapports de travail. Le SLOMR propose que la mobilisation des travailleurs aux divers meetings et manifestations se fasse également de manière bénévole, dans des limites décentes, sans perturber l'activité des entreprises et sans mesures coercitives. Le SLOMR milite pour le respect du droit au repos hebdomadaire et pour la réduction de la durée hebdomadaire du travail. Le SLOMR n'encourage pas la paresse ni les tendances à l'enrichissement et à l'embourgeoisement signalées par les mass-media officiels mais présentées comme des cas isolés et non comme des cas symptomatiques, pathognomoniques de la société roumaine actuelle.

Le SLOMR propose l'intégration des magasins à circuit fermé réservés au parti dans le réseau commercial général d'approvisionnement de la population ce qui contribuera à diversifier les produits alimentaires et les biens de consommation courante, à remplacer l'alimentation carencielle de la population par une alimentation véritablement rationnelle.

Le SLOMR propose la transformation des hôtels ou maisons du parti de chaque municipalité ou chef lieu de département en hôpitaux pour la population, foyers de vieillards ou hôtels accessibles à tous les citoyens. Nous proposons également la réduction dans des limites décentes du parc automobile affecté aux membres de la superstructure et invitons ces membres à se servir eux aussi dans la limite de leurs possibilités des transports en commun, ce qui dégagerait de notables économies financières et d'énergie, si nécessaires au développement accéléré de notre industrie lourde, sans laquelle notre bien-être est inconcevable. Le SLOMR se prononce pour un contrôle efficace par le peuple de l'activité financière des organismes de la superstructure.

Le SLOMR s'attache à porter à la connaissance de l'opinion publique roumaine et internationale les cas de violation des droits de l'homme en Roumanie conformément à l'article 19 du pacte international des droits civils et politiques qui indique que "chacun est libre de rechercher de diffuser toutes idées, indépendamment des frontières, oralement, par écrit, au moyen de l'imprimerie". A cet effet le SLOMR appelle tout citoyen de Roumanie, lésé dans ses droits, en particulier les droits liés aux rapports du travail, à signaler sa situation dans une lettre manuscrite adressée au V: Ionel Gheorge Cămp, Bucarest, Oficiul postal 17, Giulesti, post restante, cod 7700 et à signaler téléphoniquement au 50-71-62 l'envoi de sa lettre, ainsi que son nom, son adresse et éventuellement son numéro de téléphone. La lettre manuscrite et le téléphone seront considérés de facto comme une adhésion au SLOMR. Nous appelons

les adhérents virtuels à nous contacter sans crainte, en sachant qu'ils s'adressent à leurs concitoyens et non à une officine d'une quelconque puissance hégémonique, puisque le SLOMR est une libre association de citoyens constituée dans le respect scrupuleux des articles susmentionnés du décret 212 du conseil d'état. Le SLOMR appelle les organismes qui occupent de la censure des lettres à respecter l'article 17 du pacte des droits civils et politiques qui souligne l'inviolabilité de la correspondance. Et, s'ils contrôlent néanmoins le contenu des lettres, nous appelons ces organismes à les laisser parvenir à leur destination. Aucune cotisation n'est réclamée pour l'adhésion au SLOMR qui est essentiellement un Comité pour la défense des droits de l'homme en Roumanie, une association initialement non budgétaire.

Le SLOMR appelle les organismes de la superstructure en Roumanie à contribuer sur la base d'un dialogue franc, au règlement positif des cas signalés. Si la Roumanie reconnaît devant ses propres citoyens et devant l'opinion publique internationale qu'il existe encore en République Socialiste de Roumanie des cas de violation des droits de l'homme, cette reconnaissance sera en elle-même un titre de fierté pour les autorités roumaines face au monde civilisé, elle contribuera à accroître le prestige international de notre pays et surtout l'aide économique internationale si nécessaire à la réalisation du grandiose programme de développement multilatéral de la Roumanie. Si les Etats-Unis d'Amérique, pays qui a déjà atteint les sommets du bien-être et de la civilisation, ne craignent pas de signaler à l'opinion publique internationale leurs propres cas de violation des droits de l'homme, la République Socialiste de Roumanie aurait d'autant plus de mérite et gagnerait en prestige à le faire aussi.

Il est possible que nous, fondateurs du Syndicat Libre des Travailleurs de Roumanie, soyons écrasés détruits moralement et physiquement par un appareil de répression perfectionné. Nous déclarons d'avance nul, car obtenu par la force et la répression tout désaveu, par l'un quelconque d'entre nous, des principes énoncés ci-dessus. Nous pouvons être anéantis, mais l'idéal pour lequel nous combattons ne périra pas aussi longtemps qu'il existera encore des roumains dans ce pays. Nous sommes certains que d'autres, plus jeunes et plus courageux que nous, viendront reprendre et porter plus loin le flambeau inextinguible de la dignité de l'homme en Roumanie.

- Le Syndicat Libre des Travailleurs de Roumanie -  
(S.L.O.M.R.)

Bucarest- Février 1979

#### -LISTE DES FONDATEURS

- Ionel Gheorghe CANA, Médecin généraliste - 37 rue Alion BUCAREST 7°.
- Gheorghe BRASOVEANU, économiste: 26 rue Grigore-Alexandrescu, BUCAREST.
- Nicolae GUGU, vieux membre du P.C.R., ancien d'Espagne, 98 Calea Victoriei BUCAREST 1°
- Gheorghe FRATILA, reporter photogrammetre: 66 Soseau d'Otopeni, bloc 106, 32 ét. apt n° 13 BUCAREST 2°
- Ioanna GRIGORE, fonctionnaire du parti, 8 rue Odai, commune d'Otopeni, BUCAREST
- Ilie BLIDARU, soudeur: 7 rue Traian, drobeta TURNU-SEVERIN
- Costel HARTIOIAN, tôlier: rue Crihala, bloc A2, esc. B, apt n° 4, TURNU-SEVERIN
- Endre MOLNAR, tôlier, rue Kisele6, bloc A 6, esc. 3, apt 7, TURNU-SEVERIN
- Romulus BONDEA, riveur, 14 rue Lénine, TURNU-SEVERIN
- Nicolae MUTU, fondeur, 33 bd Republicii, esc C, apt 14, TURNU-SEVERIN
- Aurelian PAUNESCU, fondeur-mouleur, bd Tudor-vladimirescu, bloc B 2, apt 2, TURNU-SEVERIN
- Vasile OTEL polisseur, 54 rue Cicero, TURNU-SEVERIN
- Aurel MUSTACHIDE, riveur, 22 rue proletari, TURNU-SEVERIN
- Nicolae BALAMAT, soudeur, Calea Targu-Jiu, bloc B 5, esc 4, apt 8 TURNU-SEVERIN
- Elena PFSHAGIU, soudeuse, rue Crihala, bloc C 4, apt 5, TURNU-SEVERIN
- Victoria IVANOVICI, électricienne 103 rue Dorobanti TURNU-SEVERIN
- Frosa PESTEANU, femme de charge 11 Calea grivitei TURNU-SEVERIN
- Petre PAPA, soudeur: CET nord, bloc B1, esc. 1, apt 3, TURNU-SEVERIN
- Mihai GHEORHIU, Electricien, 21 rue Marasti, TURNU-SEVERIN
- Romica BADIU, soudeur, 109 rue Dorobanti, TURNU-SEVERIN

# défendre

# L'UNIVERSITE

# VOLANTE

Les lecteurs du Frelon connaissent déjà l'existence de la "Société des Cours Scientifiques" (TKN) fondée en janvier 1978 par un groupe d'intellectuels pour combattre l'enseignement officiel ou plus exactement l'endoctrinement officiel.

Cela peut paraître un bien grand mot aux lecteurs français du FRELON, habitués à défendre dans leur pays les acquis de la culture et de l'enseignement.

Certes, dans les pays où domine la bureaucratie parasitaire, malgré elle, s'est développé tout un réseau scolaire, élevant en général le niveau moyen d'études de la population. Mais ce processus s'est trouvé freiné constamment, remis en cause, dévoyé, saboté par le régime bureaucratique stalinien.

En Pologne par exemple, ce fut dès après-guerre la "russification" de la culture polonaise, qui fut l'un des premiers enjeux sur lesquels les agents de la bureaucratie mère du Kremlin, en Pologne, se cassèrent les dents.

Actuellement encore, comme dans la plupart des pays satellites de l'URSS, l'enseignement du russe est obligatoire et ce dès les premières années de la scolarisation jusqu'aux plus hautes études, quelque soit leur spécialisation. Et pourtant, c'est une tradition d'autodéfense nationale, personne en Pologne ou presque, ne parle correctement la langue hôte, si on laisse de côté les "cadres" qui sont passés par l'école du parti à Moscou.

Une tradition?

En effet, Lénine raconte dans une lettre sur son séjour à Poronino en Pologne avant de se réfugier ensuite en Suisse, que Staline était venu le rejoindre avec un message du Comité Central, et qu'il avait fait halte à Cracovie où il avait essayé en vain de se faire servir un repas. Lénine lui avait alors demandé en quelle langue il avait commandé son dîner, et comme Staline lui répondait, en russe, il lui avait vite fait comprendre la raison de la mauaise volonté du serveur polonais. Le futur commissaire aux nationalités montrait déjà une grande finesse dans l'appréhension de ces problèmes nationaux.

Pour en revenir à la Pologne "populaire" d'aujourd'hui, il faut dire que tous les domaines de la culture nationale polonaise peuvent être ainsi bafoués, sous les prétextes les plus futiles et les plus idiots, nés dans la tête obtuse de l'ambassadeur soviétique à Varsovie. Ainsi un ouvrage historique traitant du "siècle d'or", du XVIème siècle en Pologne, fut interdit de parution, car il heurtait l'amour propre chauvin grand-russe ( )-

Les exemples peuvent être multipliés à l'infini, et le mal qu'a fait le stalinisme dans son pays d'origine, à sa propre science est assez connu, pour ne pas être commenté plus longtemps par ce phénomène et les méthodes de Lyssenko et autres prophètes de "la science prolétarienne" furent "heureusement" appliquées, avec parfois des innovations bien "meilleures" encore dans les autres pays satellites!

Ce qu'il convient de souligner, c'est qu'une telle attitude est venue amplifier toute manifestation de la culture nationale polonaise. Ainsi au cours des années "noires" des répressions les plus dures, où un polonais sur sept connut la prison, chanter une simple chanson des scouts polonais, pouvait mener en prison pour de nombreuses années.

Ainsi, un exemple à la fois très connu et très significatif, nous est fourni par la révolte étudiante de mars 68, qui commença par quelques vers d'une pièce de théâtre polonaise du XIX<sup>ème</sup> siècle. - ( ) -



Adam Mickiewicz - auteur de la pièce "Dziady"

Cette référence s'impose d'elle-même, d'autant plus qu'elle nous ramène directement à la fondation de la TKN. On peut en effet l'interpréter comme une réminiscence de la fondation par le jeune Mickiewicz et quelques camarades, de la Société des Philomates, puis des Philarètes, qui avait pour but elle aussi de défendre, maintenir et raviver la culture nationale polonaise, à une époque où la Pologne partagée entre la Prusse, l'Autriche et la Russie était rayée de la carte et où, notamment dans la partie dominée par le tsar, la russification battait son plein.

Cette initiative courageuse devait mener les jeunes compagnons de poète au bagne sibérien, et Mickiewicz à l'exil forcé à Moscou.

Les continuateurs de la tradition nationale qui aujourd'hui, parmi la jeunesse étudiante et les intellectuels démocrates, ont repris le flambeau des philarètes pour la défense de la culture polonaise, se heurtent aux répressions des bureaucrates raidis au garde-à-vous, qui défendent contre leur propre peuple et leur propre classe ouvrière, les intérêts de leurs suzerains de la place rouge.

En dépit des multiples obstacles que la milice et l'appareil de sécurité s'ingénient à dresser sur leur route, les militants de la T.K.N., qu'on appelle "l'université volante", ont assuré pour l'année 1978 le programme qu'il s'étaient fixés.

Mais depuis janvier 1979 la répression s'est faite plus dure et systématique, en même temps qu'elle prenait une forme tout à fait différente.

En effet auparavant, la milice avait l'habitude d'arrêter Michnik ou un autre intellectuel, chargé du cours suivant, juste avant qu'il ne se rende à celui-ci et lorsque cela nécessitait un voyage en Province, à la gare ou même sur la route. Mais, l'opposition tourna très vite la manœuvre en enregistrant sur magnétophone, à l'avance, l'exposé; et le faisant parvenir par des voies sûres et détournées aux organisateurs du cours.

La milice était obligé de relâcher le "lecteur" dans les délais des 48h de garde à vue, et le cours avait eu lieu sans lui, avec un débat encore plus animé par l'arrestation du "professeur". Les cours les plus fréquentés étaient ceux d'histoire, avec une centaine d'auditeurs.

La milice infligeait aussi de lourdes amendes aux propriétaires des appartements dans lesquels les cours avaient lieu. Mais, c'était la caisse de solidarité du KSS "KOR", qui couvrait les frais, et même si la milice ne néglige aucune occasion de prendre de l'argent à l'opposition sous toutes les formes possibles (confisquations lors de perquisitions, amendes diverses, cautionnements pour libération...) cela ne pouvait finalement pas entraver la tenue des cours.

Le régime de Gierek qui dispose pourtant par rapport aux autres gouvernements bureaucratiques précédents d'une imposante force de répression, recule devant son utilisation et préfère des méthodes de gangstérisme, du style, règlement de compte et plus pures méthodes des "bandes fascistes" d'avant-guerre.

C'est ce qui s'est passé en janvier 79 et deux fois en mars 79, les 8 et 21, dans l'appartement de Kuron. Le dernier incident fut particulièrement violent, et dans un entretien téléphonique avec E. Baluka, rédacteur du Frelon, le 28 mars 1979, Jacek Kuron en fait récit, donnant pour cela lecture d'une lettre de protestation qu'il venait d'envoyer au Président du Conseil d'Etat de la RPP.

Nous en donnons ici la teneur.

Ce jour-là Kuron devait donner un cours dont le thème était :

Les mouvements sociaux - milieu éducatif, mais il dut le remettre par suite d'une attaque cardiaque de son père. Il afficha ce report au bas de son immeuble. Cependant, vers 19 h, une bande d'une dizaine de "petites frappes" ivres, firent irruption dans son appartement, tandis qu'une quarantaine d'autres "occupaient" le palier, les escaliers, empêchaient les voisins d'intervenir etc..

Ceux qui pénétrèrent dans l'appartement se mirent à frapper tous ceux qui s'y trouvaient. Ils n'épargnèrent ni la femme de Kuron à qui ils tordirent les bras et les frappèrent; ni son fils, qu'ils laissèrent inanimé sur le sol. A la suite des coups que ce dernier reçut, le médecin lui prescrivit deux semaines de congé maladie, précisa Kuron. Henryk Wujec, subit un sort semblable et fut transféré à l'hôpital où il se trouvait encore une semaine après l'incident. Michnik fut ceinturé et frappé aux reins. Konrad Bielinski, Seweryn Blumsztajn et Wojciech Walicki, furent tout aussi brutalement traités. Curieusement, ou plutôt à dessein, Jacek Kuron lui-même, ne fut même pas "effleuré" les provocateurs se contentèrent

de le maintenir. Un journaliste du Time présent, put prendre des photos et ne fut pas touché, non plus.

Certains des provocateurs ont pu être reconnus, identifiés même et leurs noms doivent être incessamment publiés. C'était pour la plupart des "étudiants" de l'Académie d'Education Physique (A.W.F.), section judo et sports de combat, où la milice entraîne ainsi ses "auxiliaires" sous le couvert d'étudiants, membres du ZSMP (syndicat officiel de la jeunesse - ( ) -) et d'ORMO (milice auxiliaire - ( ) -) entre autres.

A la suite de cet incident le Comité Etudiant de Solidarité, SKS, entre autres, a diffusé largement dans les universités de Varsovie un "appel aux étudiants et travailleurs scientifiques des universités de Varsovie", condamnant les violences de la milice, les répressions contre les participants aux cours du TKN, qualifiant de telles interventions de "provocations à l'égard du milieu universitaire".

Pour sa part, les lecteurs du Frelon le savent, Szerszen - Le Frelon dans son programme se prononce pour -7: "La garantie des libertés individuelles, de la liberté de réunion et de rassemblement (garantie par la Constitution)

-8 Liberté de la presse, de la radio, de la TV, la suppression de la censure, ce qui concerne aussi toutes les publications des gens de lettre et écrivains.

-12 L'autonomie des universités et des Ecoles Supérieures (que garantit la Constitution).

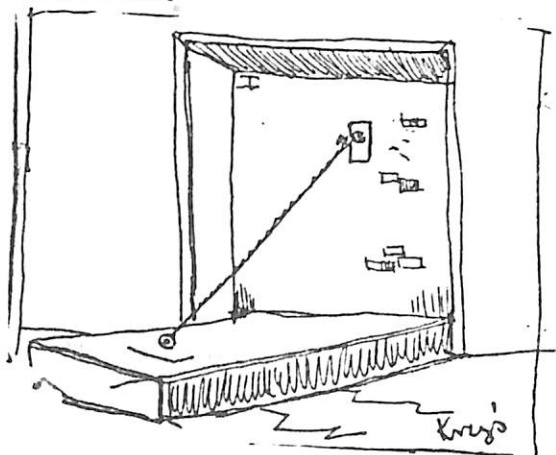
Et au nom de ces principes de son programme il s'associe à la condamnation des méthodes répressives et provocatrices de la milice du régime, qui ne visent qu'à briser tout mouvement - politique ou culturel - d'indépendance, pour maintenir le despotisme bureaucratique sur le peuple et les travailleurs polonais

Il s'associe à ce titre à l'appel que le Comité International Contre la Répression lance, sous la plume de Krzysztof Pomian, un appel à "la communauté scientifique internationale", car "Seule une action solidaire (de celle-ci NDLR) de ses membres et des organisations qui la représentent, peut défendre de manière efficace les universitaires, les chercheurs et les intellectuels polonais, empêchés aujourd'hui

d'exercer un de leurs droits les plus élémentaires et menacés demain de perdre leurs moyens d'existence voire même leur liberté."

Le FRELON, dans la mesure de son audience, appelle ses lecteurs, en Pologne, mais aussi dans les pays occidentaux, à manifester leur protestation et leur volonté de défendre étudiants et enseignants polonais, par tous les moyens.

suite des p. 29 et 31



- FIN -

- ( ) - A cette époque de développement de l'état de la "démocratie nobiliaire" en Pologne, ses frontières allaient jusqu'à la mer noire, et pendant un certain temps ont englobé Kiev. Ce que la bureaucratie de Moscou, qui s'est faite le chevalier Baillard de l'impérialisme tsariste, ne pouvait laisser passer, en permettant qu'on "bafoue le passé du grand peuple russe"

- ( ) - La pièce "Dziady", "les aTeux" de Mickiewicz. Poète romantique, mort en exil à Paris pour avoir pris part au soulèvement de 1830, y fait dire à son héros, "Cela fait un siècle que nous souffrons sous le knout des moscovites" Et de la salle les spectateurs se mirent à crier, "-Non, 28 ans...! etc". Le lendemain la pièce était retirée de l'affiche, et la 1-ière manifestation organisée pour qu'elle y soit remise.

- ( ) - ZSMP - Syndicat de la Jeunesse Socialiste Polonaise. En effet la bureaucratie a récemment liquidé les restes de syndicat étudiant, en le dissolvant dans la ZSMP, ce qui avait provoqué des remous, même parmi certains cadres du syndicat étudiant officiel.

- ( ) - ORMO: Auxiliaires de la Milice, en civil, parfois portant brassard, non assermentés, dans la pratique ce sont les "mouchards" informant directement ou non, le S.B. (service de sécurité), la police politique.

# LES ÉVÈNEMENTS

## FRACTION

## DANS LE P.O.U.P.

Vient de paraître en Pologne, le premier numéro d'un nouveau périodique "ZDANIE" (l'opinion). C'est en quelque sorte l'organe d'un club des intellectuels du parti "KUZNICA" ZDANIE sort à 3000 exemplaires environ.

Le club est composé pratiquement uniquement de membres du POUP ( 293 sur 302 au total), en général qui ont au sein du parti de grosses responsabilités.

Ainsi on y trouve le rédacteur en chef du quotidien central du POUP, Trybuna Ludu, Jozef Barecki et le rédacteur en chef de l'hebdomadaire du parti, Polityka, Mieczyslaw Rakowski, connu pour ses opinions technocra-

tiques et réformatrices. Les lecteurs du FRELON ont souvent trouvé dans nos colonnes, dans la rubrique "REVUE DE PRESSE", des commentaires de la presse centrale su régime bureaucratique - -.

Comme personnalité frappante et connue, il faut aussi souligner Ryszard Frelek, secrétaire du Comité Central du POUP, responsable aussi de la politique étrangère.

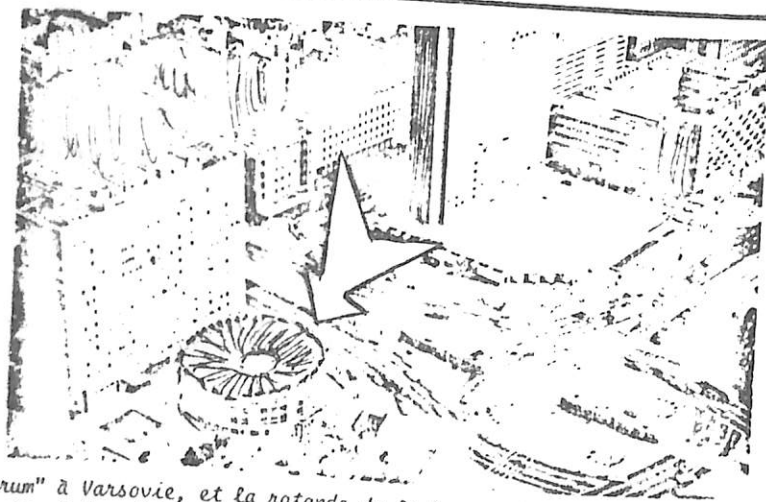
Mais le "chef de file" et l'initiateur de "ZDANIE" est l'actuel secrétaire du POUP de la région de Cracovie, que Gierek avait "disgracié ainsi, en l'envoyant en province à la fin de l'année dernière, alors

Il faut repartir d'un fait. Qui la grogne au congrès du syndicat est l'expression du mécontentement généralisé de tous les milieux sociaux en Pologne contre l'actuel gouvernement Gierek-Jaroszewicz: Les étudiants, les universitaires, les ouvriers, les ménagères, les paysans... l'armée, etc. Mais cette crise profonde divise et aiguise les fractions déjà existantes dans le POUP.

Une chose est sûre, la population polonaise, le peuple polonais veut la fin du régime bureaucratique et donc de ce régime bureaucratique actuel. "L'ère Gierek" est près de sa fin. Gierek aux yeux de l'appareil du Kremlin a échoué, en témoigne son impopularité sans

cesse accrue. Et s'il tombe, le vide politique est immense qu'il créera avec sa chute. Le divorce entre le peuple polonais, les travailleurs de ce pays et le parti n'est pas un mot en l'air. Il se traduit quotidiennement par des grèves, des discussions entre ouvriers et bureaucrates, des manifestations et des répressions, de nouveaux militants de l'opposition, et un budget du ministère de l'intérieur qui crève tous les plafonds - ... Alors, devant les premiers pas de l'organisation indépendante des travailleurs, intellectuels et ouvriers, ceux des bureaucrates qui n'ont pas perdu tout sang froid, préparent le terrain pour la suite des événements.

## LA BUREAUCRATIE EN DESARROI



Le "centrum" à Varsovie, et la rotonde de la banque P.KO. qu'une bombe a fait exploser en plein milieu de la journée, faisant de nombreuses victimes.

que depuis 1971, il était secrétaire du Comité Central et ministre de l'agriculture. Pour souligner l'importance politique de Kazimierz Barcikowski, il suffit de rappeler qu'il faisait partie de la délégation du Comité central, nouvellement élu du POUP, qui accompagnait Gierek lors de la rencontre fameuse du 24 janvier 1971 avec les travailleurs en grève des chantiers Adolf Warski.

ZDANIE a dans un article du prof. Tadeusz HOLUJ souligné le "caractère spécifique du communisme polonais", affirmant par là dans le langage feutré des bureaucrates une certaine velléité d'indépendance du Kremlin. De même il soulignait qu'il était important de lutter pour "l'honneur du parti", dont les membres devraient être "sans reproches" comprenez ici, que l'auteur critique l'extrême corruption qui règne dans l'appareil d'état et du parti, d'ailleurs confondus, en Pologne.

ZDANIE a annoncé qu'il publierait des articles très fouillés sur les événements de 1956 et 1970 qui seront un précieux indice certainement pour apprécier jusqu'où ces membres de l'appareil sont décidés d'aller.

Publié et rédigé en grande partie par des intellectuels du POUP, l'organe de KUZNICA leur attribue un rôle très intéressant:

*"Les intellectuels ont le droit et surtout le devoir de dire la vérité, c'est à dire de montrer la réalité telle qu'elle est, ne rien cacher, combattre les mensonges même s'ils proviennent des sphères les plus hautes."*

*"Combattre le mensonge même s'il provient des sphères les plus hautes". Très certainement ces "intellectuels du parti" ne sont pas une force homogène, et il ne faut pas oublier de mettre en relation cette initiative avec le ferment contestataire qui avait régné au dernier congrès des écrivains et hommes de lettre (congrès de leur syndicat) qui avait eu pour résultat de porter à la direction du syndicat, des hommes, sinon de l'opposition, disons moins compromis avec le régime.*

Et l'une de leurs revendications était justement la liquidation de la censure, le combat contre les vérités officielles, ce qui dans le double langage ayant cours à l'est veut clairement dire "les mensonges officiels".

Que ZDANIE soit revenu sur cette question soulève plusieurs problèmes.

Est-ce tout simplement une tentative contrôlée de la direction de l'appareil du POUP, une manoeuvre en quelque sorte, concertée pour désamorcer le ferment oppositionnel?

Est-ce un mouvement contestataire, une déchirure au sein même du parti unique qui annoncerait que certains de ses membres sont prêts à soutenir et rejoindre l'opposition démocratique?

Pour la rédaction du Frelon plus probablement, il s'agit d'une vérité qu'il faut savoir nuancer, pour l'apprécier exactement.

S Z E R S Z E N

le frelon

a tenu sa première  
conférence en décembre.

Tous les documents et  
résolutions ont paru  
dans le numéro spécial  
de JANVIER 1979.

L I S E Z - D I F F U S E Z

CE NUMERO SPECIAL DE LA

C O N F E R E N C E

Le 8 janvier 1978 une bombe explosait dans le métro de Moscou, faisant 4 morts et de nombreux blessés. L'opposition démocratique en URSS, dénonçait cette provocation et l'imputait au KGB.

La condamnation à mort prononcée par la Cour Suprême de l'URSS contre trois militants du mouvement pour la défense des droits de l'homme d'Arménie, vient confirmer cette prise de position.

En Arménie, comme en Géorgie soeur, l'audience de l'opposition démocratique et nationaliste, s'étend. La tension et les difficultés pour le gouvernement central de Moscou dans cette région de l'URSS ne datent pas d'hier, mais les aspirations à la liberté et l'indépendance nationale de ces peuples, ont encore été renforcées par l'éclatement de la révolution iranienne et le renversement du régime du Shah.

Il ne faut pas oublier qu'il y a une frontière commune entre l'URSS et l'Iran, et que vivent des peuples divisés de part et d'autre de la frontière.

Voilà pourquoi Stepan ZADYKYAN, Zaven BAGDASARYAN et Akop STEPANYAN, ont été fusillés.

D'un état bureaucratique à un autre, d'une police à une autre, les méthodes ne changent pas. Et l'explosion de la rotonde PKO au centre de Varsovie l'illustre bien. De nombreux morts, des centaines de blessés, tel en est le bilan.

Le 10 mars lors d'un voyage pendant le mois d'août en Pologne que j'ai rencontré des étudiantes en stage à A... Venues de toute la Pologne, elles suivaient un stage de langue française dans le cadre de leurs études de "philologie romane". A la fin de ce stage trois d'entre elles nous ont invités dans leur famille, une quatrième est venue passer le mois de septembre chez nous en France.

- POURQUOI LE PARLEMENT EST-IL ROND ?

Avant de te parler de tout cela je donne quelques impressions sur ce que j'ai vu et entendu : les Polonais sont profondément et systématiquement contre le régime de la bureaucratie du Kremlin. Ils détestent la langue russe qu'ils ont apprise, le cirque russe, les officiels russes. De même, ils haïssent la milice, l'armée et les bureaucrates Polonais, les employeurs et les propriétaires privés. Si le peuple Polonais, du moins les gens qu'on a vu, a encore un peu confiance en Gierak, il sait néanmoins qu'il n'y a rien de bon dans les décisions du gouvernement. Les membres du POUP sont mal vus de la population. Enfin, la population est très croyante surtout dans le sud (aux environs de Zakopane).

La première fille qui nous a invité s'appelle ANNA. Elle habite B... Son père, ingénieur atomiste ne gagne que 6000 Zł en fin de carrière. Comme nous expliquons que ça nous semblait être peu, ANNA nous a dit qu'il gagnerait plus s'il était au parti communiste. Mais qu'il avait toujours refusé d'y adhérer car ceux qui y adhèrent sont des rigolos qui ne cherchent qu'à obtenir des facilités. ANNA nous a raconté beaucoup de plaisanteries que déversent les Polonais contre le régime, sa police et contre la bureaucratie de Moscou. Du type :

"Pourquoi le parlement Polonais est-il rond ? - C'est pour éviter que l'opposition se cache dans les coins."

- SUIVRE DES ETUDES EN POLOGNE :

ANNA nous a appris les difficultés que les étudiants connaissent dans leurs études : l'existence de nombreux flics et civils parmi les étudiants, l'échec presque automatique aux examens pour ceux qui osent critiquer un tant soit peu le régime, le népotisme qui protège certains. Lorsqu'un étudiant redouble une année, on décide de changer de faculté, il doit payer ses études (200000 Zł) et on lui interdit un certain nombre de droits, tels que celui de fréquenter la bibliothèque.

Monique est aussi étudiante à l'Université de B. mais elle est originaire de Gdansk. Elle nous a dit que malgré la surveillance policière à l'université, beaucoup d'étudiants lisaient des journaux et tracts diffusés "sous le manteau" la brochure du KSS/KOR, celle de l'organisation étudiante indépendante. Elle possède chez elle des exemplaires de ces journaux.

- CHRONIQUE DES EVENEMENTS HISTORIQUES :

Lorsque nous étions chez son père à GDANSK, nous avons discuté avec elle des événements politiques qui y survinrent.

Elle nous a ainsi appris qu'en 1968, 25L travailleurs avaient été assassinés par la milice dans la ville. Cette année, pour commémorer le 10ème anniversaire de 68, les ouvriers ont fait grève (ralentissement de l'activité) et les travailleurs des bus ont gêné la circulation en roulant lentement les uns derrière les autres au son des klaxons.

# ETUDIER EN POLOGNE

Un lecteur de "SZERSZEN" nous écrit depuis DIJON. Avec son autorisation nous avons décidé de publier sa lettre. Militant d'une organisation politique, l'Organisation Communiste Internationaliste (O.C.I.) pour la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale, il y développe ses opinions personnelles. Les informations qu'il nous fournit, les impressions qu'il tire de ses discussions avec des Polonais, des étudiants surtout, suffisent pour que nous décidions de la publier.

Pour le reste - les orientations politiques de chacun - la rédaction du FRELON ne souhaite qu'une chose c'est qu'elles s'y expriment aussi souvent que possible dans le cadre du combat pour faire triompher le programme d'action de "SZERSZEN" - "LE FRELON".

DIJON, le 13/11/78

- Au camarade Edmond BALUKA et à ceux de la rédaction du FRELON.

Chers Camarades,

Je tiens à apporter une contribution au développement du FRELON, fut-elle modeste, et je salue l'initiative de construire les éléments d'un futur parti révolutionnaire en Pologne.

En hiver 1970-71, Maria était à Gdansk, mais n'a pas pris part au mouvement. Elle nous a informé de la grève des chantiers navals, des comités ouvriers qui se sont constitués, de la crise de la direction locale de l'administration, de la milice et du parti. Maria se souvient d'une énorme manifestation portant à sa tête le corps d'un enfant abattu par la milice, elle se souvient de la destruction du siège du POUP qui, maintenant, est reconstruit, mais pour elle la haine des travailleurs, de toute la population de Gdansk reste ancrée dans la conscience des habitants de Gdansk.

Notre troisième hôtesse habite C., mais elle est restée discrète sur les questions politiques qu'on lui a posées.

#### - ET DES EVENEMENTS COURANTS A L'UNIVERSITE :

La dernière fille s'appelle Mona. Elle nous a fait comprendre beaucoup de choses. Pour te donner un exemple : nous pensions que les chambres d'hôtels internationaux d'étudiants étaient très confortables pour leur prix. En fait, Mona nous a expliqué que pendant l'année scolaire, ces chambresservants aux étudiants polonais : il y avait non pas 2 étudiants, mais 6 ou 8 par chambre - avec une seule table de travail - qui y étaient hébergés. Dans ces conditions, comment bien travailler quand on est étudiant !

Les étudiants qui apprennent une langue étrangère comme le français veulent aller en France pour perfectionner leur pratique qui

est inexistante à l'université. Mais les autorités ne délivrent les visas qu'au comte-goutte, et quand, après maintes démarches on obtient ce visa, il faut en profiter avant d'avoir eu le diplôme : ce n'est pratiquement pas possible d'aller à l'étranger après.

Mona nous a confirmé que le KSS/KOR avait une réelle popularité. Des enseignants de l'université de C. prennent ouvertement position et les autorités n'osent pas, ou ne savent pas quoi faire pour les empêcher.

Des enseignants avaient décidé de former un cortège pour commémorer les événements de 68 dans une grande ville de Pologne. Face au refus des autorités, ils ont néanmoins appelé à un rassemblement dans une église.

#### - PRESSIONS ET OPPRESSION :

Ces faits se savent de plus en plus en Pologne et le téléphone arabe, les diffusions "sous le manteau" sont très efficaces.

Mona a eu souvent des problèmes avec la milice.

Ainsi lorsqu'elle revint de France il y a 1 an ou 2, la milice vint l'interroger chez elle et ses parents. La milice l'a cuisinée pendant de longues heures, fait pression sur sa famille et tentait de faire avouer des faits qui semblent être inventés de toute pièce (trafic de dollars, relations ambiguës avec des français en Pologne,...)

Le lendemain la milice la contacte et lui demande d'espionner l'industriel français (en le faisant boire au restaurant!!!) dont elle sera l'interprète. Elle refuse et son travail à la foire lui est retiré.





# L'opposition paysanne

Il existe en Pologne une opposition organisée, ou qui commence à s'organiser, non seulement dans les villes chez les travailleurs intellectuels et les ouvriers industriels, mais aussi dans les campagnes chez les petits paysans, très souvent "paysans-ouvriers", et chez les ouvriers agricoles des entreprises d'état.

Les lecteurs du Frelon connaissent l'existence des quatre comités d'autodéfense paysanne, qui se sont formés par ordre chronologique dans la région de Lublin, de Grojec, Radom et Rzeszow. Nous reproduisons dans ce numéro la déclaration de fondation du dernier de ceux-ci, ainsi que celle de la constitution à l'exemple des ouvriers de Gdansk et Katowice, d'un syndicat indépendant pour les paysans.

Outre une "Université populaire" indépendante à Zbrosza Duza, qui reprend la tradition de l'université populaire du temps du partage de la Pologne, qui sous couvert d'éducation dans le domaine agricole était un foyer vivant de la culture polonaise, du nationalisme polonais, organisant dans les campagnes la résistance populaire et propageant les idées d'indépendance, existent aussi des journaux paysans indépendants. Le premier fut *Gospodarz*, qui annonce justement dans son N° 1/14 du 20 février 1979 la création d'un nouveau journal intitulé "Placowka - Mouvement Paysan Indépendant".

"Communiqué N° 13 du Comité d'Autodéfense Paysanne du 15 janvier 1979, publié à Zbrosza Duza

Depuis quatre mois le Comité édite un journal dont le titre est "Mouvement Paysan Indépendant". Il compte environ dix pages et nous l'éditions à plusieurs milliers d'exemplaires, uniquement pour les besoins de la région. Mais actuellement nous avons ressenti le besoin d'augmenter notre tirage et d'enrichir le contenu du journal, c'est pourquoi nous nous sommes adressés aux autres comités paysans et militants des campagnes pour les inviter à éditer en commun un journal paysan.

Après des accords préliminaires, nous avons communément décidé de rédiger un journal qui s'appellera Placowka - Mouvement Paysan Indépendant. Tous ceux qui désirent collaborer avec ce journal sont priés de prendre contact avec le Comité d'Autodéfense Paysanne. Nous pensons que ce journal peut être une plateforme d'entente des paysans, et un endroit où ils s'exprimeront librement sans être censurés."

## document

# PROGRAMME

## DECLARATION DU SYNDICAT PAYSAN

### INDEPENDANT

- 1) Amélioration rapide des conditions sociales à la campagne et alignement sur celles des travailleurs des villes. Entre autres avec les congés payés de maternité et les congés payés, et la retraite (sans obligation de cotiser)
- 2) Amélioration de l'assistance médicale dans les campagnes et développement des assurances sociales
- 3) Elaboration d'une Charte de l'agriculteur
- 4) Création des possibilités pour les ouvriers agricoles de gérer la PGR (les exploitations agricoles d'état -sovkhozes en Pologne NDT)
- 5 Augmentation des salaires des ouvriers des PGR
- 6) Participation des paysans à l'élaboration des prix des denrées agricoles
- 7) Assurance de la rentabilité des exploitations agricoles en créant un niveau adéquat des prix des articles industriels indispensables à l'agriculture et l'élevage et approvisionnement des campagnes pour ces articles.
- 8) Assurance d'une politique d'investissements juste, rompant avec le principe de privilégier les PGR
- 9) Généralisation des méthodes modernes de culture dans les exploitations agricoles, entraînant l'augmentation du rendement.
- 10) Propagation des connaissances en matière d'agriculture, devant correspondre aux besoins professionnels actuels des paysans.
- 11) Education dans l'esprit de la collaboration et de la solidarité des paysans avec les ouvriers industriels.

Pour le Comité Provisoire du Syndicat Paysan Indépendant:

Tadeusz Fijałkowski de Mala Wies de la région de Radom

Henryk Kosut de Lisow dans la région de Radom

Piotr Sek de Sanki dans la région de Radom

Jan Kozłowski, Chwałowice dans la région de Tarnobrzeg

## DECLARATION DU COMITÉ D AUTODÉFENSE PAYSANNE DE LA RÉGION DE RZESZÓW

Suivant à l'exemple des paysans des autres régions de Pologne, nous nous sommes réunis aujourd'hui pour discuter des problèmes de notre région.

-1) Il y a un an et demi l'administration de Kamienie, en la personne de Jozef Czubat, son responsable, a commencé l'expropriation des exploitations de notre village. (...) Comme nous refusons de nous laisser exproprier, l'administration nous poursuit de ses répressions. On nous licencie des entrepôts et procédés à la récolte sur nos propres terres. Les paysans ouvriers voient leurs salaires amputés de ces amendes. L'administration envoie des tractaristes labourer des champs où nous avons déjà semé. Nous devons toute l'année surveiller nos champs pour prévenir toute attaque organisée par le pouvoir. Nous nous sommes plusieurs fois adressés aux autorités, y compris centrales, leur demandant d'intervenir. Mais il n'y a pas eu une seule intervention. L'administration communale nous réprime par tous les moyens. On nous refuse des permis de construire, on ne reçoit aucun matériel ni ration de charbon, etc... On ne peut arranger aucune affaire au bureau communal; car on nous y répète: "signe l'abandon de ton champ et on arrangerait ça, signe et tu auras ce que tu demandes". On nous envoie les huissiers qui essaient de saisir nos biens pour les amendes que nous ne payons pas. On nous trompe. Par exemple on nous dit: "signe, que tu as refusé l'expropriation". Et finalement il apparaît après que quelqu'un a en fait signé un accord d'expropriation. Le pouvoir propose aussi des échanges de terres, nous incitant à occuper des terres cultivées par d'autres paysans. Nous devrions alors faire la guerre à nos voisins. La même situation se répète dans les villages des alentours: Majdan, Sokolow, Kamien, Letownia, Wolka Letowska, Wola Zarczycka et d'autres.

-2) Nous refusons le décret sur la retraite dans sa forme actuelle. Elle est contraire à nos intérêts. Elle nous impose des devoirs, sans nous apporter d'avantages. Ce qui compte c'est de nous lier les mains et nous exploiter.

-3) L'approvisionnement, dans notre région, en produits alimentaires et matériel agricole est catastrophique. Les magasins et entrepôts sont complètement vides.

-4) L'année dernière la paroisse a acheté une maison individuelle dont la construction n'était pas terminée pour en faire la demeure du curé. Nous avons construit celle-ci. Alors le pouvoir a puni d'une sévère amende le paysan qui avait vendu la maison et le curé. Ils ont été tous deux condamnés par le tribunal à un an et demi de prison avec sursis. Une telle situation est intolérable. A cette réunion d'aujourd'hui nous avons décidé:

-a/ Que nous n'abandonnerions pas la terre de nos pères. En défendant notre terre, nous défendons notre pain. Nous exigeons que l'administration communale soit rappelée à l'ordre, et le retrait et l'annulation de toutes les décisions d'expropriation. Nous exigeons l'annulation de toutes les peines injustes qu'ont fait peser sur nous les collèges de répression des infractions.

-b/ Nous ne paierons pas les cotisations pour la retraite, sous leur forme actuelle. Nous protesterons contre la levée de celles-ci.

-c/ Nous exigeons l'amélioration de l'approvisionnement de notre région en produits alimentaires et matériel agricole. Nous exigeons tout particulièrement l'approvisionnement en charbon.

-d/ Nous exigeons que l'administration soit amenée à nous traiter comme il se doit, c'est à dire comme des citoyens à part entière de la Pologne

-e/ Nous exigeons l'annulation des peines de prison et des amendes données pour la construction du presbytère.

L'assemblée a décidé de fonder le Comité d'Autodéfense Paysanne de la région de Rzeszow.

Le comité est constitué de:

Jozef Bran, Stanislaw Baran, Aniela Kida, Katarzyna Krason, Teofila Lyko, Jozef Lyko, Stanislaw Miazga, Jozef Rebisz, Maria Salega, Maria Wojdyła, Jan Wojdyła, Katarzyna Zdeb, Boleslaw Zdeb.

De plus, nous avons décidé de discuter avec les habitants des villages voisins et leur proposer d'entrer dans le comité.

Nous soutenons l'action des autres comités d'autodéfense paysanne. Nous souscrivons à la pétition pour l'approvisionnement des campagnes en charbon. Nous lançons un appel à tous les paysans de Pologne pour qu'ils utilisent tous les moyens pour s'opposer à la destruction planifiée de l'agriculture et de l'agriculture, et l'expropriation de nos terres. Notre chant national le dit: "Nous n'abandonnerons pas la terre d'où notre peuple est issu, que Dieu nous vienne en aide"

L'original de cette lettre, ainsi que les signatures y ont été entreposés chez le curé de la paroisse de Glowisko, Stanislaw Mazur.

- Copie à:
- 1 Primat de Pologne
  - 2 La diète de RPP
  - 3 Le conseil d'Etat
  - 4 L'évêque du Diocèse de Przemysl
  - 5 Le KSS "KOR"
  - 6 Le ROPCiO
  - 7 Les seniors du Mouvement Paysan
  - 8 Les comités d'autodéfense paysanne



La campagne polonaise....

# Szerzeń

(LE FRELON)

TRIBUNE LIBRE D'INFORMATION ET DE DISCUSSION

## PROGRAMME DU FRELON

Nous donnons les treize points suivants de notre programme pour l'orientation de nos lecteurs. Dans les prochains numéros nous nous proposons de les développer, point par point, plus largement.

- 1- La liberté du pays.
- 2- La destruction du monopole du P.O.U.P. qui ne représente pas les intérêts de la classe ouvrière, mais est soumis servilement au P.C.U.S.
- 3- L'évacuation par l'armée du Kremlin du territoire polonais.
- 4- La dissolution des forces répressives de la milice -MSW- dépendant du ministère de l'intérieur, qui ont pour modèle les formations hitlériennes SS et staliniennes du KGB.
- 5- Les syndicats indépendants soumis à aucun parti politique, ni aucune autorité administrative ou gouvernementale.
- 6- Le droit de grève (garanti par la Constitution).
- 7- La garantie des libertés individuelles, de la liberté de réunion et de rassemblement (garanti par la Constitution).
- 8- Liberté de la presse, de la radio, de la T.V., la suppression de la censure, ce qui concerne aussi toutes les publications des gens de lettre et écrivains.
- 9- La constitution de conseils ouvriers dans toutes les entreprises, qui auront une voix décisive dans les affaires sociales et économiques.
- 10- Le changement de la procédure des élections au parlement. Le parlement d'aujourd'hui est une parodie car les députés acclament seulement les décisions du Comité Central du P.O.U.P.
- 11- La garantie constitutionnelle que l'armée polonaise et les formations armées de la milice civile MO, n'interviennent pas contre les manifestations et contre les ouvriers en grève.
- 12- L'autonomie des universités et des écoles supérieures (que garantit la Constitution).
- 13- L'annulation des accords avec l'U.R.S.S., traités nuisibles à la Pologne - (entre autres, les traités de Yalta, Téhéran et Potsdam).

*Yalta et Potsdam  
traités nuisibles à la Pologne*

# Szerzeń

(LE FRELON)

TRIBUNE LIBRE D'INFORMATION ET DE DISCUSSION

C A M A R A D E !

**FRELON** est une tribune libre qui te fera connaître le combat de la classe ouvrière en Pologne et dans les autres pays du bloc soviétique.

**FRELON** c'est une MAIN TENDUE entre tous  
LES TRAVAILLEURS  
Le stalinisme et le capitalisme voilà l'ennemi dans le monde entier !!

**ENSEMBLE** pour la LUTTE de la CLASSE OUVRIERE  
pour la VICTOIRE, pour le SOCIALISME

la lutte pour le pouvoir de la classe ouvrière, ne peut être menée que par la classe ouvrière elle-même.

c'est la ligne générale du FRELON

(Tiré à part de Listy, édition française)  
n° 10 - 1<sup>er</sup> trimestre 1979

# LIBÉREZ SABATA !



## DERNIERE MINUTE

-15 avril: Réunion à Prague de toutes les polices politiques des pays bureaucratiques.  
-10 mai : Sabata voit sa peine augmentée de dix huit mois...  
Face au bloc des forces répressives resserrant les rangs,  
Une seule réponse: MOBILISATION DES TRAVAILLEURS DE L'EST  
ET DE L'OUEST-LA SOLIDARITE INTERNATIONALE PEUT ARRACHER  
S A B A T A de prison

UTILISEZ ! FAITES REMPLIR CES BONS !

NOM: \_\_\_\_\_

PRENOM \_\_\_\_\_

ADRESSE \_\_\_\_\_

Je m'abonne pour \_\_\_\_\_ numéros à partir du N ° \_\_\_\_\_

pour l'édition FRANCAISE-POLONAISE(§1)

(§1) rayer la mention inutile.

NOM \_\_\_\_\_

PRENOM \_\_\_\_\_

ADRESSE \_\_\_\_\_

Je m'abonne pour \_\_\_\_\_ numéros à partir du N ° \_\_\_\_\_

pour l'édition FRANCAISE-POLONAISE(§1)

(§1) rayer la mention inutile.

NOM \_\_\_\_\_

PRENOM \_\_\_\_\_

ADRESSE \_\_\_\_\_

Je m'abonne pour \_\_\_\_\_ numéros à partir du N ° \_\_\_\_\_

pour l'édition FRANCAIS-POLONAISE(§1)

(§1) rayer la mention inutile.

PRIX DU NUMERO ORDINAIRE: 5F.- ABONNEMENT POUR SIX NUMEROS:25F.-DE SOUTIEN:50F.

Adressez vos paiements à : EDMUND BALUKA  
B.P. 240 - 75 564 PARIS - CEDEX 12.

prix du numéro: 5 f.

**ABONNEZ-VOUS  
RENOUVELEZ  
VOS  
ABONNEMENTS  
A  
Szerzein  
(le frelon)**

rédaction : B.P. 240 \* 75 564 PARIS CEDEX 12

directeur de la publication : Jean AYME

Imprimerie spéciale INFORMATIONS OUVRIÈRES  
87 rue du Faubourg St-Denis — 75010 PARIS

commission paritaire n° 60 715